

OBSERVATOIRE

afnic

Internet
made in France

● Le .fr
en 2025

Bilan annuel

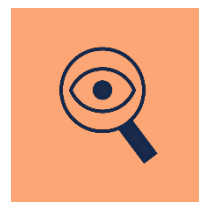
Mars 2026

● Sommaire

Définitions	4
Préambule.....	6
Résumé.....	7
1. Croissance du .FR.....	10
2. Parts de marché en France	12
3. Activité du .FR	16
4. Formation du solde net du .FR	19
5. Paramètres clés du .FR	21
5.1. Un taux de création en accélération en 2025.....	21
5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2025.....	24
5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication	28
5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998.....	31
6. Concentration du marché du .FR.....	33

7. Répartition des .FR sur le territoire national.....	42
8. Titulaires étrangers.....	45
9. DNSSEC	47
10. Noms en caractères accentués sous .FR.....	49
11. Dépôts en mode multi-années.....	51
12. Le .FR et la création d'entreprises.....	57
13. Perspectives 2026 du .FR.....	62
Annexe : Données sources des graphiques	66

Définitions



ccTLD (country-code Top-Level Domain) : extension de premier niveau correspondant à un territoire ou à un pays. Le ccTLD de la France est .FR, mais il existe d'autres ccTLD français comme le .RE (Île de la Réunion), le .PM (Saint-Pierre et Miquelon), etc.

gTLD (generic Top-Level Domain) : extension générique, non rattachée à un pays ou à un territoire particulier. Le .COM, le .NET, le .ORG sont des gTLD.

Legacy gTLD : extension générique créée avant 2014. Ce sont des extensions « historiques » comme les .COM, .NET, .ORG ou plus récentes (2001–2004) comme les .INFO, .BIZ, .MOBI, etc.

nTLD (new Top-Level Domain) : extension générique créée après 2014. Les nTLD se répartissent en plusieurs sous-segments comme les geoTLD (régions, villes...), les community TLD (à caractère communautaire), les .BRAND (extensions correspondant à de grandes marques) ou les nTLD génériques (termes usuels du dictionnaire).

Taux de création : Le taux de création représente la part de noms de domaine créés dans l'année dans le stock en fin d'année.

Taux de maintenance : Le taux de maintenance mesure la part des noms de domaine présents en stock à un moment M et toujours présents dans ce stock 12 mois plus tard. Il se calcule selon la formule (en prenant le 1^{er} janvier comme point de repère) : $(\text{Stock } 01/01/N+1 - \text{Créations } N) / \text{Stock } 01/01/N$. Il ne faut pas le confondre avec le taux de renouvellement, qui mesure la part des noms renouvelés parmi ceux étant arrivés à échéance pendant une période N.

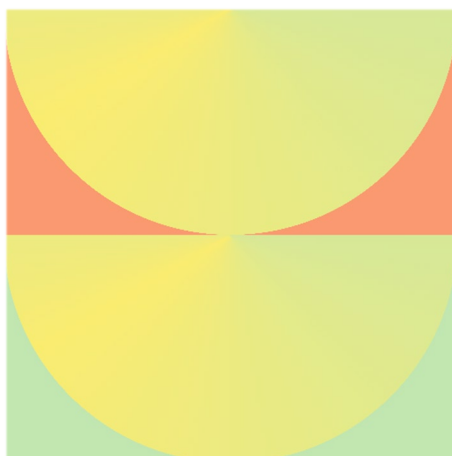
TLD (Top-Level Domain) : extension de premier niveau. Par exemple : le .FR et le .ORG sont des extensions de premier niveau.

Préambule

Sa position d'office d'enregistrement du .FR permet à l'Afnic d'observer le phénomène de l'adaptation de la société française, notamment sous l'angle de la dynamique de la transformation numérique.

Si l'on s'en tient au seul marché des noms de domaine en France, la pérennisation de certains acquis de la transformation numérique s'est vue à nouveau confirmée en 2025. Le record historique de créations de .FR réalisé en 2024 (802 000) a ainsi été dépassé (853 000).

Ce rapport détaille l'activité du .FR au cours des mois écoulés. Il permet aussi d'obtenir des clés de lecture de tendances plus générales en essayant d'anticiper ce qu'elles pourraient être en 2026.



Résumé



Le .FR comptait **4 319 120 noms** en stock au 31/12/25, contre 4 216 786 au 31/12/24.



Il a vu sa **croissance** passer de 2,0 % en 2024 à **2,4 % en 2025**, avec des créations en hausse de 6,3 % (contre 0,1 % en 2024) et des suppressions en hausse de 4,3 % (contre 5,2 % en 2024).

Ces variations sont les conséquences d'une accélération sensible de la transformation numérique au moment de la période du Covid, qui s'est pérennisée dans les pratiques numériques.



La part de marché du .FR en France est en léger déclin, s'établissant à **40,35 %** contre 40,44 % à la fin 2024.

Conséquence presque mécanique des volumes importants de créations (induisant une volatilité accrue), **le taux de maintenance a poursuivi son déclin, s'établissant à 82,2 %** contre 82,6 % en 2024 malgré la mise en place par certains grands bureaux d'enregistrement d'offres privilégiant les dépôts multi-années. L'impact de ces offres a été perceptible dans une amélioration du taux de maintenance dans les dernières semaines de 2025, amélioration qui n'a pas encore été assez forte pour compenser la tendance de long terme à la baisse.

La structure d'ancienneté des noms en .FR a jusqu'à présent contribué à sa stabilité mais en dépit de l'impact des noms multi-années, **le taux de suppression des noms arrivant à échéance pour la première fois (fin de 1^{ère} année) est encore resté en 2025 légèrement plus bas que d'habitude (66 % en 2025 contre 67 % en 2024 et 68 % les années précédentes)**. Ceci pourrait toutefois évoluer en 2026 avec la mise en place par de grands bureaux d'enregistrement d'offres multi-années impactant le taux de maintenance, notamment lors du 1^{er} anniversaire de sa création.

La « déconcentration » du .FR est toujours à l'œuvre, les créations étant moins concentrées que le stock. Ce phénomène s'est poursuivi en 2025 avec la relative perte de vitesse des « *leaders* » face à leurs « *challengers* », ceci se traduisant aussi dans les flux de transferts entre bureaux d'enregistrement.

Les dynamiques régionales traduisent toujours un « rattrapage » de certaines régions rurales en termes de croissance, bien que les poids des régions dans le portefeuille de .FR déposés varient peu et soient liés à la présence de centres urbains et économiques importants. Sur le long terme, l'Île-de-France est la grande perdante (- 5,3 points en « parts de marché » entre 2015 et 2025), même si elle reste de loin la région où le nombre de .FR est le plus important (27 % du stock).

Les .FR déposés par des titulaires situés à l'étranger (Union européenne) continuent à croître assez fortement, atteignant actuellement 11,9 % du stock et ayant représenté **15,7 % des créations en 2025**.

Les noms déposés en multi-années connaissent une croissance exponentielle, de 3 % en 2023 à 14 % en 2025, avec une préférence pour l'échéance à 3 ans. En stock, les noms multi-années passent de 9,7 % fin 2024 à 10,7 % fin 2025. Ce

phénomène aura un impact sensible sur le taux de maintenance, d'abord positif jusqu'en 2027, et ensuite difficile à estimer compte-tenu de son caractère nouveau.

Les créations de .FR restent liées aux créations d'entreprises, même si la corrélation ne peut être totale. Les défaillances d'entreprises pour leur part semblent en voie de se stabiliser en 2025, mais restent au niveau très élevé de 2024. Cet élément de contexte est lié aux séquelles de la période Covid aussi bien qu'aux difficultés économiques. Il peut jouer un rôle dans les évolutions du marché des noms de domaine, en stimulant les abandons de noms et en ralentissant les créations. *A contrario*, le climat morose peut aussi avoir pour conséquence la recherche par les entreprises de nouveaux canaux de distribution grâce à internet, provoquant un effet positif sur les créations d'entreprises et de noms de domaine. En 2025 comme en 2024, c'est plutôt ce second scénario qui s'est vérifié pour le .FR.

1. Croissance du .FR



La croissance du .FR en 2025 : + 2,4 %

Cette progression fait suite aux années atypiques que furent 2020 (impact du Covid, + 7,0 %), 2021 (retour progressif à la normale, + 5,8 %), 2022 (fin du retour à la normale, + 2,9 %), 2023 (essor marqué des créations, + 3,4 %) et 2024 (tassement accompagné d'une stabilisation des créations, + 2,0 %).

Le fait saillant en 2025 est la **forte progression des créations : + 6,3 %**.

Les créations atteignent un **nouveau plus haut historique : 853 000**. Elles contribuent à la croissance du stock dans un contexte de dégradation du taux de maintenance.

Même si elles ne se sont pas matérialisées en 2025, les incertitudes liées à des créations pouvant revenir à leurs niveaux antérieurs, combinées à des suppressions en hausse mécanique, restent d'actualité. Si ce scénario pessimiste venait à se produire, les risques de pertes de stock seraient importants.

La croissance du .FR a été très légèrement inférieure à celle du marché français en 2025 (2,4 % contre 2,6 %), celle-ci ayant connu une progression sensible (elle était de 1,6 % en 2024) notamment du fait de la dynamique du .COM.

La croissance des ccTLD de l'Union européenne (hors .UK) s'est légèrement améliorée en 2025 à + 0,7 % contre + 0,4 % en 2024.

La croissance estimée du marché mondial enfin a poursuivi sa hausse à + 5,0 % en 2025 (estimation) contre + 3,1 % en 2024 et + 2,7 % en 2023), surtout du fait des nTLD et du redressement des performances du .COM.

Après une période de convergence des différents segments en 2022-2023, les contrastes signalés en 2024 n'ont fait que s'accroître en 2025, les ccTLD européens restant globalement à la peine dans un contexte de forte dynamique des autres segments tandis que le .FR conserve une croissance « intermédiaire ».

Évolution des croissances annuelles

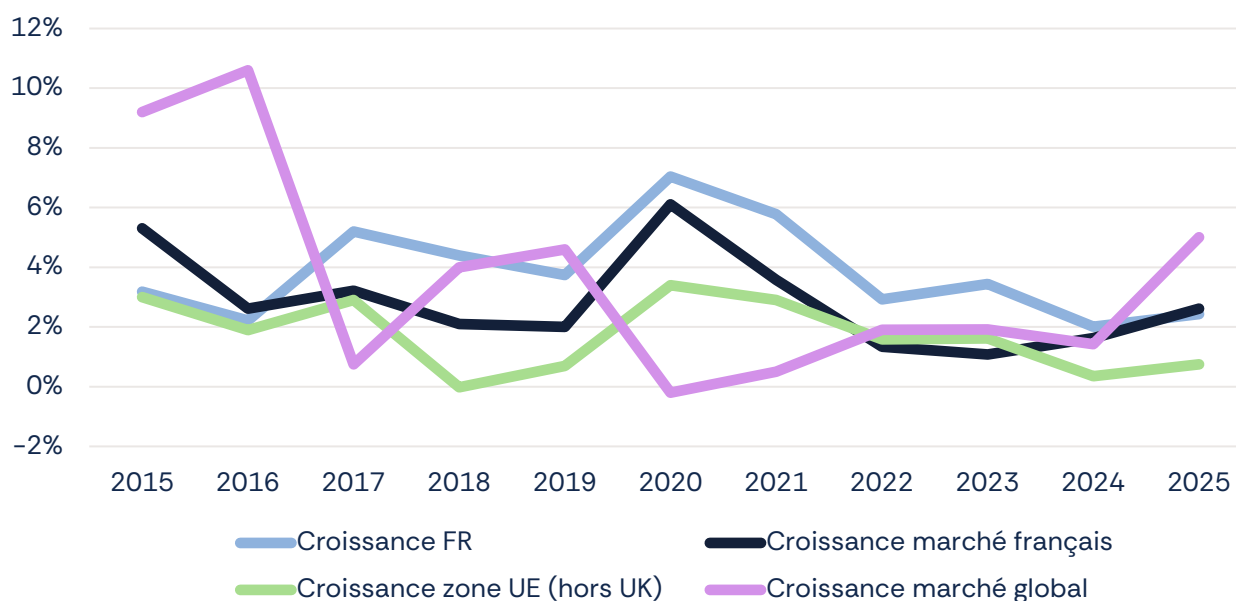


Figure 1 : Évolution des croissances annuelles (2015 – 2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 1)

2. Parts de marché en France



Le .FR ayant crû légèrement moins que son marché local en 2025 (cf. Figure 1), **sa part de marché était de 40,35 % à la fin 2025** (contre 40,44 % fin 2024).

Cette part de marché reste très proche du plus haut historique pour le .FR.

La perte de parts de marché a été de 0,09 point en 2025, tandis que le .COM a regagné 0,6 point. Le différentiel entre les deux extensions a donc évolué à l'avantage du .COM en 2025 (de 3,1 à 3,7).

	2021	2022	2023	2024	2025	Total
.FR	0,8	0,6	0,9	0,2	- 0,1	+ 2,4
.COM	0,6	- 0,5	- 0,8	- 0,2	0,6	- 0,4
Autres Legacy	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,2	0,3	- 0,8
Autres ccTLD	- 0,2	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	- 0,3
nTLD	- 0,9	0,3	0,1	0,3	- 0,8	- 0,9

Tableau 1 : Variations des parts de marché en France (2021 – 2025)

Le Tableau 1 permet de visualiser le détail des gains et des pertes de parts de marché sur les cinq dernières années. Pendant cette période, la situation du .FR s'est améliorée avec au total un gain de 2,4 points. Le .COM a de son côté perdu – 0,4 point (tout en connaissant un net redressement en 2025), les Autres Legacy – 0,8 point, les Autres ccTLD – 0,3 point et les nTLD – 0,9 point.

L'année 2025 a montré un .FR jouissant d'une bonne dynamique lui permettant de résister à des dynamiques plus fortes encore que la sienne, dans une conjoncture particulière en large partie due aux efforts promotionnels de Verisign en faveur du .COM. Ces efforts, qui se sont intensifiés depuis la fin 2024, ont obtenu un succès incontestable en matière de créations. Pour autant, ces mêmes créations vont arriver à échéance à partir du début 2026 et c'est donc seulement à ce moment-là que l'on pourra voir si les opérations de Verisign ont eu un impact durablement positif sur le .COM.



Ces données pluri annuelles font apparaître une réelle « préférence » en France pour le .FR, constante dans la durée.

Les gains de parts de marché des autres segments (Autres Legacy, autres ccTLD) en 2025 peuvent s'expliquer par une reprise de leurs dynamiques après plusieurs années moroses. Certains registres ont en effet suivi l'exemple de Verisign en initiant des campagnes ayant porté leurs fruits, du moins jusqu'à présent.

Le cas des nTLD est plus surprenant, dans la mesure où la dynamique du segment au niveau mondial a été très soutenue. Elle ne se retrouve pas en France, signe possible que le marché français est moins porté à s'intéresser aux grands nTLD *low-cost* facilitant parfois les pratiques abusives.

Évolutions des parts de marché en France

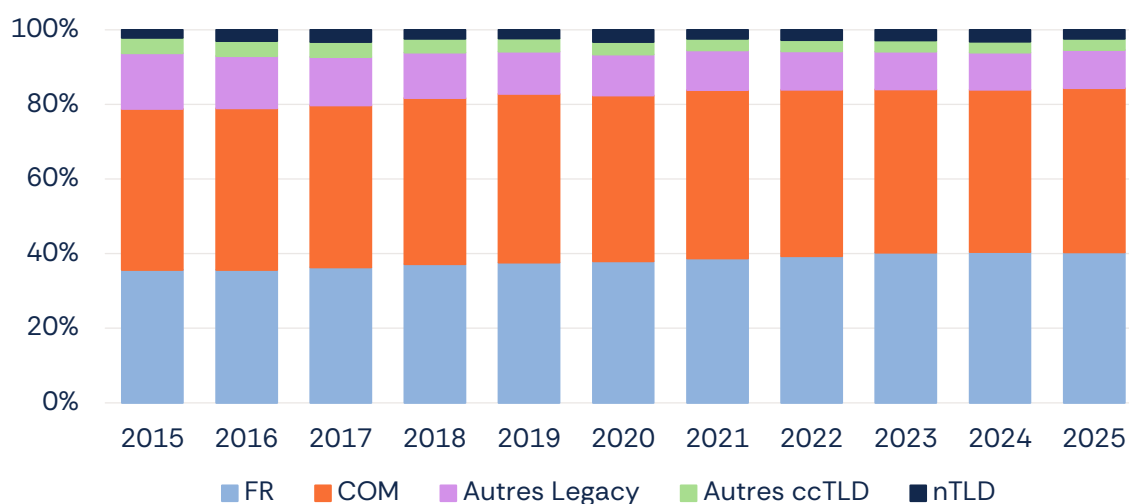


Figure 2 : Évolution des parts de marché en France (2015 – 2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 2)

Les données des TLD autres que le .FR sont des estimations fournies par ZookNIC.

La Figure 2 ci-dessus montre que sur une longue période, la réalité du marché est celle des usages, et que le grand défi pour les extensions « secondaires » comme les Autres Legacy, ou nouvelles venues sur le marché, comme les nTLD, est de réussir à s’ancrer dans des usages réels.

De ce fait, la pérennité et le succès d’une extension sont moins mesurables par les volumes de stocks ou par les dynamiques des créations que par l’utilisation réellement faite des noms. Cette dimension est aussi l’une des plus complexes à évaluer. Les équipes de l’Afnic ont initié un projet visant à collecter les données nécessaires à cette étude, et des éléments tangibles devraient bientôt pouvoir être fournis

3. Activité du .FR



L'activité du .FR a été marquée en 2025 par une augmentation significative des créations de **+6,3 %**, formant un **nouveau record historique à 853 000 nouveaux noms de domaine en .FR** contre 802 000 en 2024.

Les suppressions ont pour leur part augmenté de **4,3 %** (contre + 8,4 % en 2024), avec pour conséquence une légère détérioration du taux de maintenance qui est passé de 82,6 % à 82,2 % en 2025, pour une moyenne de 83,3 % sur la période 2021 - 2025.

Le bon niveau des créations prouve que le phénomène d'accélération de la transformation numérique s'est pérennisé. Il est aussi dû à l'apparition sur le marché français d'acteurs dynamiques sachant s'imposer face aux « *leaders* » traditionnels, ce qui se traduit comme nous le verrons ci-dessous par une tendance marquée à la déconcentration du .FR.

Bien qu'en ralentissement, l'augmentation des suppressions en 2025 (+ 4,3 %) est restée supérieure à la croissance du stock en 2024 (+ 2,0 %). Ceci reflète une tension continue sur les suppressions et induit une volatilité croissante du TLD.

Au-delà des « déçus » de la transition numérique, le contexte économique peut expliquer ce phénomène. Les défaillances d'entreprises demeurent en effet au niveau de 2024 en 2025, niveau exceptionnellement élevé par rapport à la période 2019 – 2023 (Cf. Chapitre 12 pour plus de précisions).

Le Tableau 2 présente les écarts par nature de flux.

Flux	2024	2025	Variation (en valeurs absolues)	Variation (en pourcentages)
Créations	802 202	852 936	+ 50 734	+ 6,3 %
Suppressions nettes ¹	719 302	752 392	+ 31 090	+ 4,3 %
Solde net	82 954	102 334	+ 19 644	+ 23,7 %

Tableau 2 : Flux d'activité du .FR en 2025

La Figure 3 présente l'évolution des flux du .FR depuis 2015 et permet de visualiser les niveaux historiques de créations, de suppressions et de solde net.

¹ Les Suppressions nettes correspondent aux Suppressions brutes minorées des opérations de « restauration » de noms supprimés puis conservés par leurs titulaires, et majorées des suppressions menées à l'initiative de l'Afnic notamment dans le cadre d'opérations de vérifications.

Évolution de l'activité du .FR

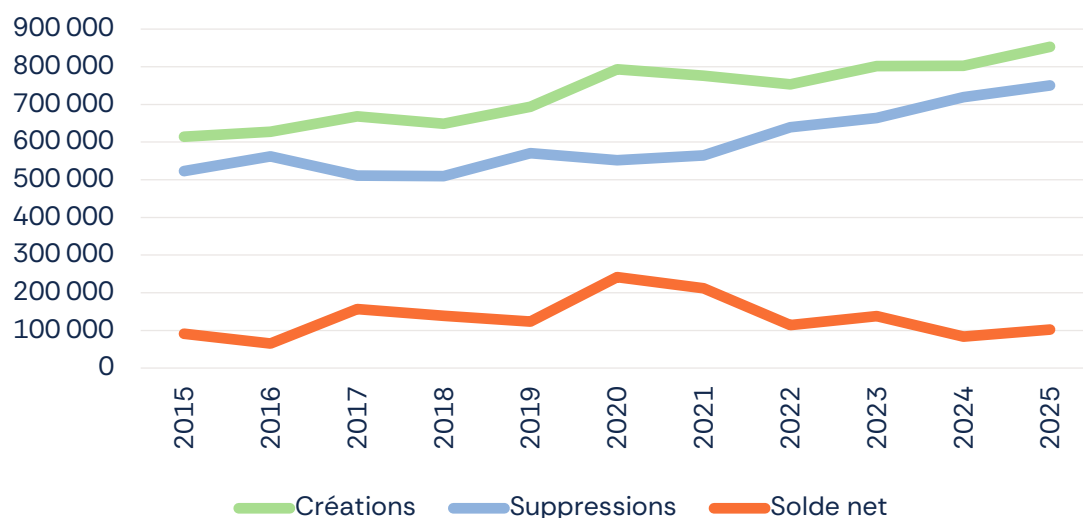


Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR (2015 – 2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 3)

Après un pic en 2012, les créations ont oscillé entre 600 et 700 000 par an, de 2013 à 2019. Elles ont dépassé les 700 000 en 2020 et se sont maintenues au-dessus de ce seuil en 2021 et 2022, avant de franchir les 800 000 en 2023. Elles sont restées à ce niveau historique en 2024, dépassant les 850 000 en 2025.

Pour leur part, les suppressions ont évolué entre 2013 et 2021, dans le canal de 500 000 à 600 000, avec deux pics en 2016 et 2019 liés à des incidents ponctuels. Les 600 000 suppressions ont été franchies en 2022, les 700 000 en 2024 et les 750 000 en 2025. Cette évolution pèse mécaniquement sur le taux de maintenance qui est tombé à 82,2 % en 2025².

² Voir la page « Définitions » pour la définition de « taux de maintenance ».

4. Formation du solde net du .FR

L'étude des composantes du solde net et de leurs évolutions met en évidence les dynamiques sous-jacentes aux performances étudiées ci-dessus.

La Figure 4 représente les variations des renouvellements et des créations d'une année sur l'autre, leur addition formant le solde net.

La variation des renouvellements a toujours été positive entre 2012 et 2025, traduisant le fait que le nombre absolu de noms renouvelés ne cesse de croître (2021 est la première année où plus de 3 millions de .FR ont été renouvelés, ce chiffre ayant été de 3 466 000 en 2025).

Assez logiquement, la variation du volume de noms renouvelés est corrélée avec les évolutions du solde net, ce qui explique le ralentissement de la progression.

Formation du solde net du .FR

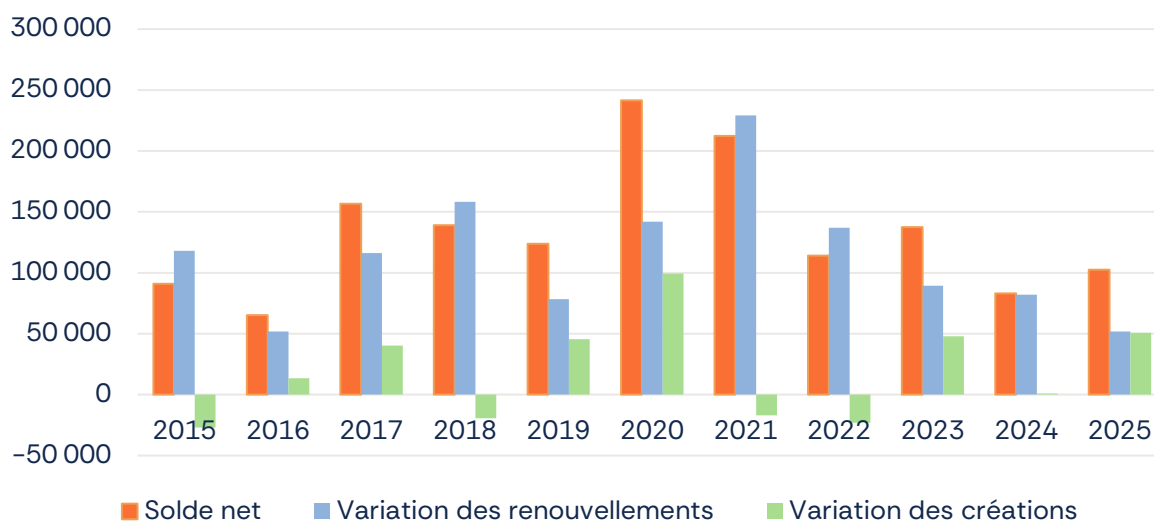


Figure 4 : Formation du solde net du .FR (2015 – 2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 4)

Après deux années de baisse, les créations ont connu une embellie marquée en 2023 et 2025, entrecoupées par une stabilisation en 2024.

En 2025, la variation positive de 100 000 noms du solde net se répartit équitablement entre variations des créations et des renouvellements.

L'étude des « paramètres clés » du .FR permet d'explicitier ces éléments et d'illustrer le raisonnement mené en termes de prévisions d'activité.

5. Paramètres clés du .FR

5.1. Un taux de création en accélération en 2025

Le taux de création représente la part de noms créés dans l'année dans le stock en fin d'année.

Plus un TLD est « jeune » ou « dynamique », plus son taux de création est élevé. Ce taux tend à se réduire avec le temps, puisque le stock de noms augmente d'année en année et que l'effort à fournir en termes de créations (en valeur absolue) est mécaniquement de plus en plus important, si l'on veut conserver un pourcentage identique d'une année sur l'autre.

La Figure 5 montre que le taux de création du .FR a connu un palier à 21 % en 2015 – 2017, avant de se dégrader en 2018 et de remonter en 2019 et en 2020 (cette année-là, l'effet COVID est manifeste). Cette évolution ne s'est pas poursuivie en 2021 et 2022, le taux de création retombant à 19 %. Le niveau exceptionnel des créations 2023 lui a permis de revenir au-dessus des 19 %

avant de se stabiliser à 18 % en 2024, puis de rebondir en 2025 jusqu'à frôler les 20 %.

Évolution du Taux de Création du .FR

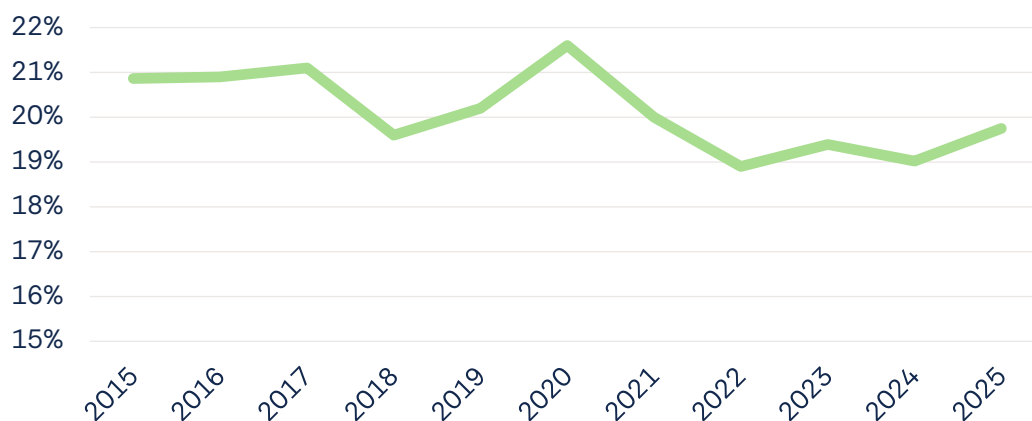


Figure 5 : Variation du Taux de Création du .FR (2015-2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 5)

Nous pouvons revenir sur les scénarios précédemment évoqués en termes d'évolutions possibles, afin d'évaluer leur pertinence. Nous identifions deux possibilités :

- 1) un scénario optimiste, si la transformation numérique initiée en 2020 se poursuivait en assurant le maintien de la dynamique de créations ;
- 2) un scénario pessimiste, si la morosité économique venait réduire les investissements et dissuader les porteurs de projets potentiels de se lancer dans la création d'entreprise.

La performance de 2025 montre que le .FR continue à s'inscrire dans le scénario optimiste, ce qui ne signifie pas pour autant que celui-ci puisse durer éternellement. Nous considérons dans l'édition 2024 de ce Bilan que « *Le maintien du taux de création à 18 % environ en 2025 serait en soi un beau succès, puisque tant que le stock est en croissance il faut toujours plus de créations pour conserver un taux de création constant* ». Cette remarque est toujours d'actualité, et les hypothèses, volontairement prudentes de 2026, situent ce taux de création aux alentours de 18,25 %.

L'évolution des créations hebdomadaires illustrée dans la Figure 6 montre que les créations 2025 ont été plus fortes qu'en 2024 tout au long de l'année. Cette augmentation de 50 000 noms n'est donc pas le produit d'une opération massive et ponctuelle : elle traduit au contraire une poussée continue de la dynamique de créations.

Les tendances saisonnières historiques restent marquées, avec des mois « creux » en juillet – août, une reprise en septembre et une chute brutale lors de la 2^e quinzaine de décembre.

Créations hebdomadaires de noms de domaine .FR 2024 -2025

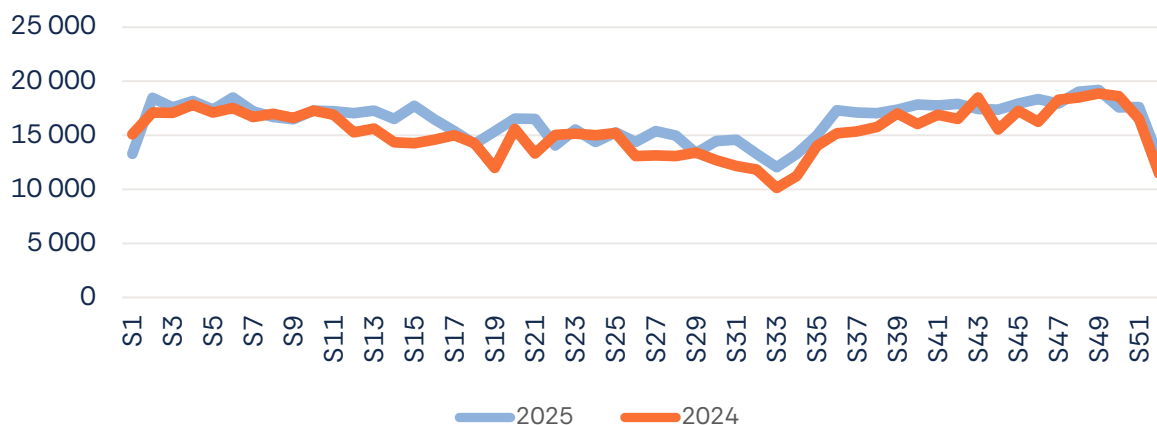


Figure 6 – Niveaux de créations hebdomadaires de .FR en 2024 et 2025

(Tableau des chiffres de la Figure 6)

5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2025

Le taux de maintenance est calculé en soustrayant les créations de l’année au stock de fin d’année, et en rapportant ce solde au stock en début d’année. Il mesure donc la proportion de noms existant en portefeuille en début d’année, qui n’ont pas été supprimés en fin d’année.

Ce taux de maintenance est en diminution depuis 2022 du fait de l’augmentation des suppressions plus rapide que celle du stock de l’année précédente.

Variation du Taux de Maintenance du .FR

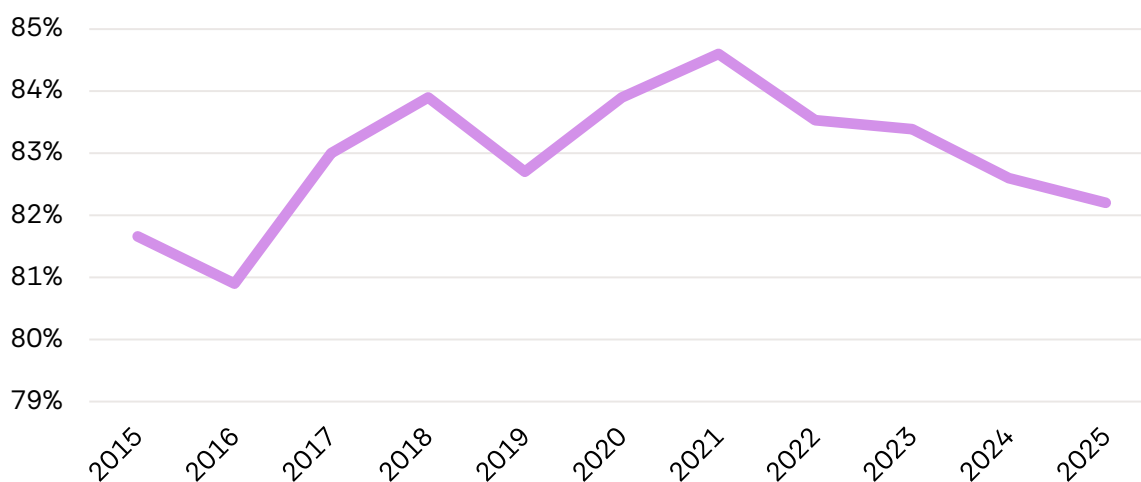


Figure 7 : Variation du Taux de Maintenance du .FR

(Tableau des chiffres de la Figure 7)

La Figure 7 met en évidence que ce taux a sensiblement progressé sur une période longue jusqu'à atteindre 84,5 % en 2021 (noms déposés pendant le COVID et toujours utilisés un an après). Cette évolution a connu des à-coups liés à des événements ponctuels (mise en place de systèmes de renouvellements automatiques par certains grands bureaux d'enregistrement, suppressions de portefeuilles de « *domainers* » non éligibles, etc.)

Les suppressions soutenues des années 2022 – 2024 (effet du « retour à la normale » après l'effet COVID) ont pesé à la baisse sur le taux de renouvellement qui est revenu dans la fourchette 83 % – 84 % dans laquelle il évoluait entre 2017 et 2020, avant de passer sous les 83 % en 2024 et de se rapprocher des 82 % en 2025.

Les principales causes de cette évolution des suppressions sont au nombre de quatre :

- l'augmentation du stock, qui accroît mécaniquement le nombre de noms arrivant à échéance et donc les suppressions ;
- une plus forte volatilité des noms de domaine, induite par les forts niveaux de créations. Cette volatilité reflète une part plus importante de dépôts d'opportunité, qui se traduit par un taux de maintenance des noms arrivant à échéance pour la première fois plus bas que sa moyenne historique ;
- les conséquences, à moyen terme de « l'effet Covid », qui a contraint de nombreuses entreprises à s'assurer une présence sur internet en 2020 – 2021, avec en 2022 – 2024 un phénomène de « retour à la normale » se traduisant par l'abandon des sites créés en situation de crise ;
- la situation économique et, nous le verrons plus loin, le fort volume de défaillances en partie lié à un « rattrapage » de la période du Covid. Une période pendant laquelle des entreprises non viables ont pu survivre grâce aux aides de l'État.

Si les effets des deux dernières causes devraient s'estomper avec le temps, les effets des deux premières resteront certainement structurants en 2026.

Enfin, le fort volume de créations de 2023 – 2024 constitue un enjeu à lui tout seul, puisque le niveau du taux de maintenance des noms en fin de 1^{ère} année impacte significativement le taux de maintenance global (au 31/12/2025, les noms créés dans l'année représentaient 19 % du stock de .FR).

Un fait nouveau peut cependant impacter la « mécanique » traditionnelle sous-tendant le taux de maintenance : l'apparition depuis la fin 2024 d'offres « multi-années » dans les propositions commerciales de certains grands bureaux

d'enregistrement. Nous avons ainsi pu constater que la part des noms créés en multi-années était passée de 4 % en 2023 à 14 % en 2025, avec une forte proportion à un horizon de 3 ans. Les noms ainsi créés à la toute fin 2024 arriveront à échéance non pas en 2025, mais en 2027 ; même remarque pour les noms créés en 2025 dans le cadre de ces offres, qui seront à renouveler en 2028, etc. En attendant, ces noms seront à quelques exceptions près « maintenus par défaut » en 2025 et 2026, puis 2027 (pour les noms créés en 2025) etc., avec un impact positif mécanique sur le taux de maintenance. Cet impact a commencé à se faire sentir dès décembre 2024, le taux de maintenance étant soudainement passé de 82,07 % à fin novembre à 82,2 % à fin décembre. Mais il devrait surtout devenir visible en 2026.

La structure du portefeuille de .FR par ancienneté de création et par dates d'échéances est donc un facteur clé pour comprendre le mécanisme. Nous aborderons immédiatement la structure par ancienneté de création, la structure par dates d'échéances étant examinée en détail dans le Chapitre 11.

5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication

La Figure 8 ci-dessous montre la répartition des .FR par ancienneté au 31/12/25. Les noms créés en 2025 ont une ancienneté de 0 an, ceux de 2024 une ancienneté de 1 an, etc.

Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/25

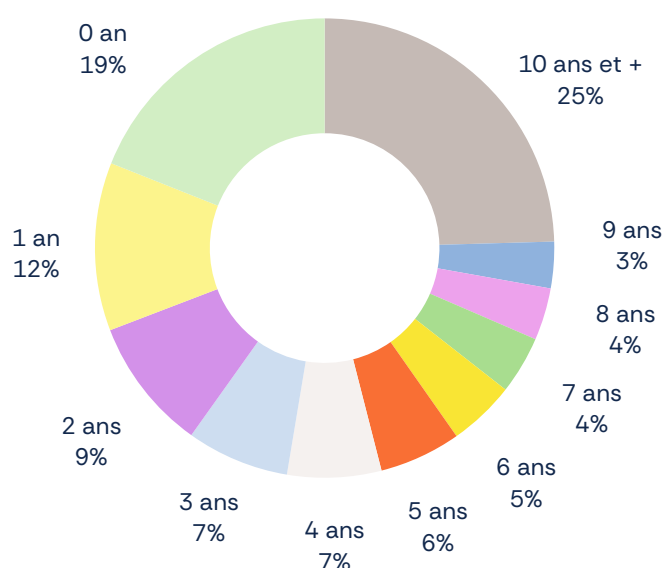


Figure 8 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2025

(Tableau des chiffres de la Figure 8)

Cette structure est très stable dans le temps, les noms créés durant l'année qui vient de s'écouler représentant généralement un peu moins de 20 % du stock (ceci correspondant au taux de création). On peut discerner trois tiers : les noms

créés en 2024 et 2025 (31 % contre 30 % au 31/12/24), les noms ayant une ancienneté de 2 à 6 ans (34 % en 2025 contre 34 % en 2023) et les noms ayant une ancienneté de 7 ans ou plus (36 % contre 35 %).

Le poids des noms « anciens » augmente donc légèrement, avec à la clé un effet de stabilisation sur le taux de maintenance global du .FR dans la mesure où leur taux de maintenance est supérieur à celui des noms plus « jeunes ». En effet, la structure des .FR par ancienneté a une incidence directe sur le taux de maintenance de l'extension, car ce taux varie avec l'âge des noms de domaine (cf. Figure 9). Toutefois cet impact n'a pas été suffisant en 2025 pour compenser l'augmentation de la volatilité des noms les plus récemment déposés.

Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2025

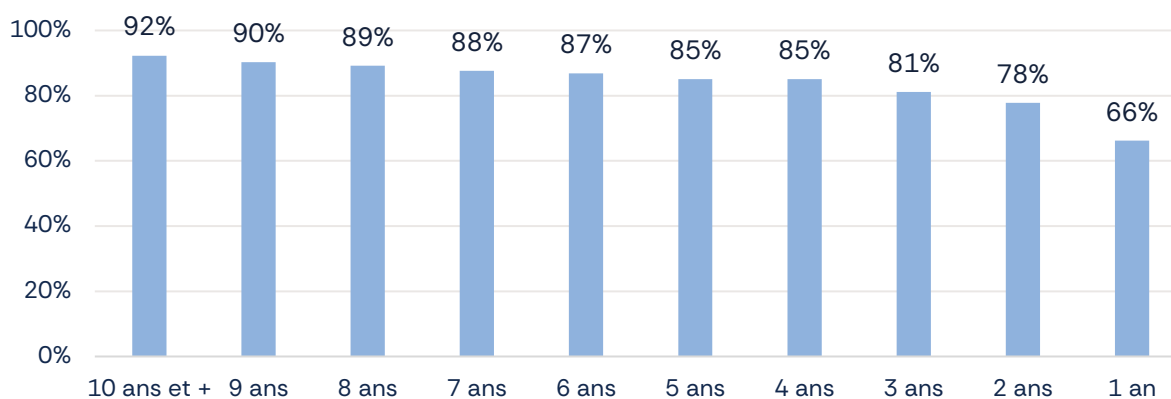


Figure 9 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2025

(Tableau des chiffres de la Figure 9)

Le taux de maintenance en année 1 (premier renouvellement) a été de 66 % en 2025 (contre 67 % en 2024). Il progresse par la suite pour atteindre 80 % en 3^e année et jusqu'à plus de 90 % pour les noms de 10 ans et plus. Un nom de

domaine conservé pendant plusieurs années a une probabilité de plus en plus importante d'être conservé dans l'avenir. À partir d'une ancienneté de 9 ans et plus, le taux de maintenance est égal ou supérieur à 90 %.

Le taux faible en année 1 à fin 2025 (67 % contre un taux global de 82,2 % pour le .FR) montre que les bureaux d'enregistrement pourraient mener des campagnes de fidélisation efficaces au moment de ce premier anniversaire, l'espérance de gain (le renouvellement des noms) y étant la plus élevée. Les offres « multi-années » sont un moyen efficace d'inciter les titulaires à utiliser leurs noms et à les conserver pendant plusieurs années, ce qui pourrait à terme se traduire par de meilleurs taux de maintenance pour les tranches de noms les plus « jeunes ».

Le taux de maintenance n'est jamais de 100 %, ce qui reflète l'existence d'un phénomène d'érosion naturelle décroissant à mesure que les noms gagnent en ancienneté. Mais la « qualité » des noms entre aussi en jeu. Ainsi, jusqu'en 2023, le seuil des 90 % de taux de maintenance était atteint dès la 5^e année, alors qu'en 2025 ce sont les noms de 9 ans et plus qui ont été renouvelés à plus de 90 % (6 ans et plus en 2024). La faiblesse du taux de maintenance de 1^{ère} année se propage donc peu à peu sur toute la structure du .FR et fait baisser, quoique de manière très progressive, les taux de maintenance par ancienneté. Ce phénomène vient compenser l'augmentation mécanique du taux de maintenance avec l'âge du portefeuille. De l'équilibre entre ces deux tendances antagonistes dépend la variation du taux de maintenance.

Historiquement, le taux de maintenance en 1^{ère} année n'a jamais dépassé les 70 % depuis au moins 2016, se situant dans la fourchette 68 – 70 % entre 2017 et 2022. Il a significativement chuté en 2023 du fait de créations plus volatiles en 2022. En 2024, la situation s'est légèrement améliorée avant de revenir à 67 % en 2025.

5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998

La Figure 10 met en exergue les impacts sur la croissance du .FR des différentes vagues d'ouvertures (2004, 2006, 2011) et de la pandémie (2020/2021).

Évolution du nombre de .FR

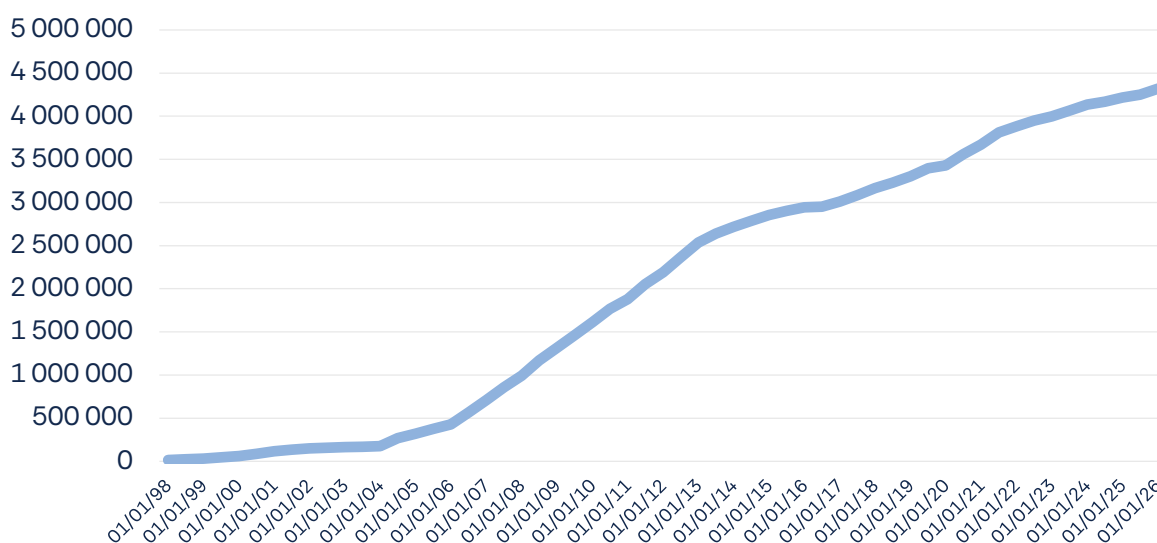


Figure 10 : Évolution du nombre de .FR - Période 1998-2025

(Tableau des chiffres de la Figure 10)

L'assouplissement du « droit au nom » en mai 2004, c'est-à-dire l'abandon de l'exigence d'avoir à justifier d'un droit sur le nom déposé, a été le premier facteur d'accélération de la croissance. L'ouverture aux particuliers en 2006 a cependant été le facteur déterminant, les deux « ouvertures » cumulant leurs effets jusqu'en 2013 sans effet notable de l'ouverture à l'Union européenne (2011).

À partir de 2013, la croissance se ralentit et il faut attendre le début 2017 pour franchir les trois millions de .FR. Le rythme reste soutenu en 2018 et 2019, et

s'accélère encore en 2020 du fait de la pandémie et des confinements : les 3,5 millions de .FR sont franchis au 2^e semestre 2020. En 2021, la pente est restée forte bien qu'une inflexion ait pu être remarquée. Les 4 millions de .FR ont été franchis en décembre 2022.

En 2023 et 2024, le stock continue à progresser sur la tendance de 2022, avec un ralentissement en 2024 et une reprise en 2025 du fait des bonnes créations. Il s'établit à 4 319 120 noms au 31/12/25.

6. Concentration du marché du .FR

L'indice de concentration du .FR est calculé en prenant la somme des carrés des parts de marché des 10 premiers bureaux d'enregistrements (formule du HHI ou Herfindahl-Hirschmann Index).

Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers bureaux d'enregistrement de .FR

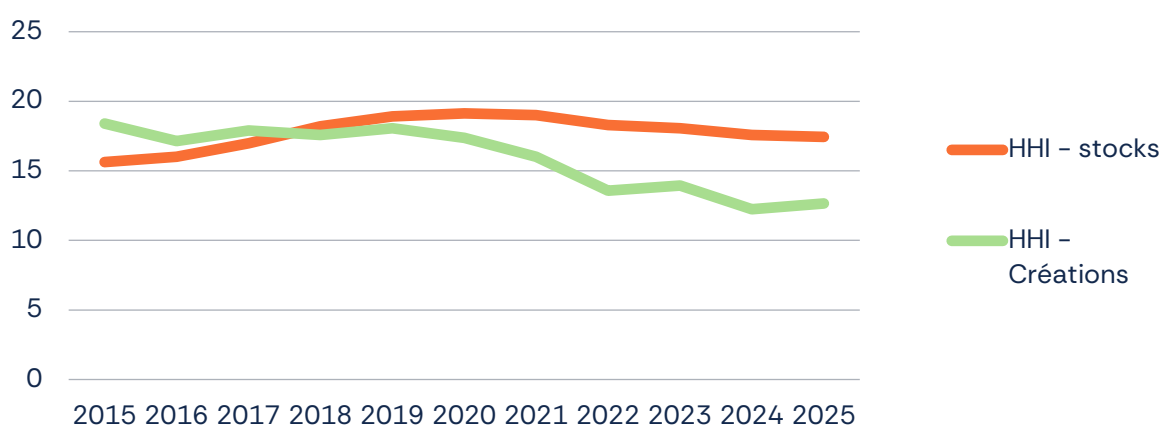


Figure 11 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE (2015 –2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 11)

La Figure 11 montre les évolutions de la concentration du « marché » .FR depuis 2015.

À l'heure actuelle, le .FR est toujours considéré aux termes de la nomenclature HHI comme un marché moyennement concentré. Cependant il pourrait être considéré comme significativement concentré si l'indice passait au-delà de 20, ce qu'il a failli faire en 2020.

La courbe HHI Stock a progressé jusqu'en 2019, s'est stabilisée en 2020 – 2021 et a décliné en 2022 – 2025, sous l'effet de l'évolution de l'indice HHI des créations. Celui-ci est passé sous l'indice du Stock dès 2018, mais le décrochage s'est vraiment produit à partir de 2020 et jusqu'en 2022. L'indice est reparti à la hausse en 2023 avant de poursuivre en 2024 la tendance baissière amorcée en 2018. Il s'est de nouveau orienté à la hausse en 2025.

Ceci signifie que les « *leaders* » parmi les bureaux d'enregistrement ont eu de plus en plus de mal, ces dernières années, à faire face au dynamisme de certains « *challengers* », du moins au niveau des créations. Mais cette tendance s'est inversée en 2025, en particulier parce que l'un des « *challengers* » est passé dans le Top 10 au détriment de l'un des « *leaders* » historiques.

Nous sommes donc toujours en phase de déconcentration du marché, l'indice HHI Stock réagissant plus lentement du fait des noms déposés qui constituent en pratique des « positions acquises » pour les bureaux d'enregistrement, la part de noms passant d'un bureau à un autre restant marginale (cf. Figure 12). Cette proportion n'a en effet jamais dépassé les 2,5 % entre 2015 et 2025, sauf en 2020 (3,5 %).

Pourcentage de noms .FR transférés entre bureaux d'enregistrement

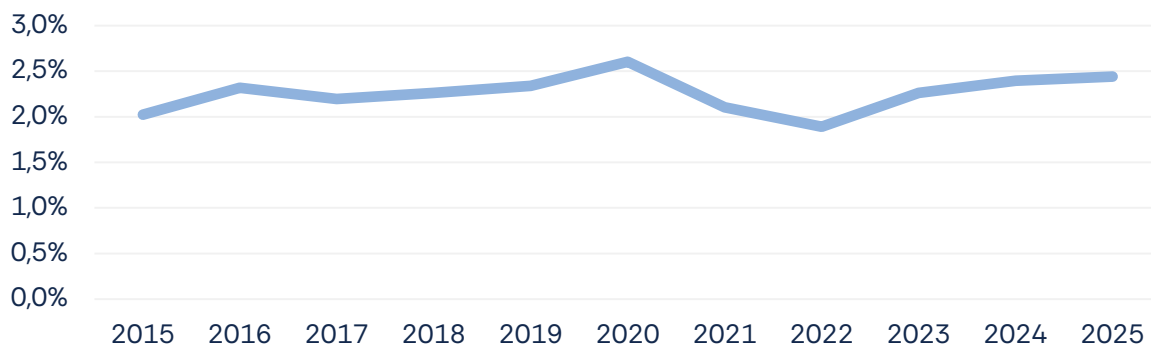


Figure 12 : Pourcentage de noms transférés entre bureaux d'enregistrement
(2015 – 2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 12)

Les portefeuilles sont donc globalement stables, leurs évolutions étant dictées, au niveau des bureaux d'enregistrement, par les effets conjugués des créations et des renouvellements plus que par les flux de clients captés ou perdus. Ceci n'exclut pourtant pas des phénomènes ponctuels, parfois de grande ampleur à l'échelle d'un bureau d'enregistrement, mais « redistribuant » au final assez peu de points de parts de marché.

Cette relative atonie des taux de transferts inter-bureaux d'enregistrement montre que le marché des noms de domaine en France reste encore un marché « de croissance », la concurrence s'exerçant sur les créations plus que sur les clients acquis.

À mesure que le marché entrera dans sa phase de maturité (avec un stock à l'équilibre ou en légère décroissance) le taux de transfert inter-bureaux

d'enregistrement devrait s'apprécier en reflétant une concurrence accrue sur les clients acquis, l'objectif de certains bureaux d'enregistrement étant de conquérir des parts de marché en séduisant les clients de leurs concurrents. Là encore, ce phénomène est déjà visible mais ne concerne pas de volumes significatifs.

Cette stratégie se heurte en effet à plusieurs obstacles : les noms de domaine sont souvent associés à différents services de présence internet et le changement de bureau d'enregistrement peut avoir une incidence sur ces autres services, ce qui est un frein à la décision de transfert.

Dans un contexte de concurrence accrue, les politiques de prix deviennent un élément décisif permettant de garantir la « loyauté » des clients ou les incitant à migrer vers des profils de tarifs moins élevés. Or des stratégies de prix agressives conduisent à l'augmentation des coûts d'acquisition clients, qui ne peuvent être compensés que dans le cadre de « packages » de services intégrant les noms de domaine, ou bien par des tarifs de renouvellement plus élevés que le tarif de création ou de transfert initial, ce qui augmente d'autant la volatilité du portefeuille (augmentation des abandons potentiels) et alimente la dynamique des transferts inter-bureaux d'enregistrement.

On relève l'existence d'une réelle élasticité-prix sur le segment des bureaux d'enregistrement visant le grand public. L'un des « leaders » a en effet brutalement augmenté ses prix en 2023, ce qui a eu pour conséquence immédiate de lui faire perdre des créations et des transferts entrants, tandis que ses suppressions augmentaient, de même que ses transferts sortants. Ce choix stratégique qui remplissait sans doute ses propres objectifs a prouvé, s'il en était besoin, que le prix reste un facteur important, au moins pour les particuliers et les TPE-PME.

Placés au cœur des dispositifs de présence internet, les noms de domaine par eux-mêmes ne sont cependant pas encore l'objet d'une concurrence très vive entre acteurs, ainsi qu'en témoigne l'analyse des flux de transferts entre bureaux d'enregistrement.

2025	Transferts entrants			
Transferts sortants	3 premiers	Autres	Total	Pourcentages
3 premiers	18 005	29 662	47 667	46 %
Autres	20 067	35 258	55 325	54 %
Total	38 072	64 920	102 992	
Pourcentages	37 %	63 %		

Tableau 3 : Transferts inter – bureaux d'enregistrement

En 2025, sur 102 992 transferts entre bureaux d'enregistrement, 38 072 (37 % contre 37 % en 2024, 38 % en 2023, 45 % en 2022, 42 % en 2021 et 30 % en 2020) étaient réalisés au profit des trois *leaders*, tandis que ces mêmes *leaders* perdaient 47 667 noms (46 % du total contre 47 % en 2024, 43 % en 2023, 39 % en 2022, 37 % en 2021 et 25 % en 2020) au profit des autres bureaux d'enregistrement.

Le solde net des transferts s'établit donc à 9 595 noms en défaveur des trois *leaders* (9 % du total) contre 9 349 noms en 2024 (10 %) et 4 222 noms en 2023 (4,7 %).

Flux de transfert entre Bureaux d'enregistrement	2023	2024	2025
3 premiers vers les 3 premiers	18 %	18 %	17 %
Autres vers les 3 premiers	21 %	19 %	19 %
3 premiers vers les Autres	25 %	29 %	29 %
Autres vers les Autres	36 %	35 %	34 %

Tableau 4 : Flux de transferts entre les 3 premiers bureaux d'enregistrement et les autres (2023-2025)

L'étude des flux d'échanges sur la période 2023 - 2025 montre que les transferts entre les 3 premiers bureaux d'enregistrement sont assez stables en pourcentages (17 - 18 %), alors que les flux entrants des Autres vers les 3 premiers sont en déclin prononcé (19 % en 2024 contre 21 % en 2023 et pour mémoire, 26 % en 2022). Les flux sortants des 3 *leaders* vers les Autres tendent à se stabiliser à 29 % après deux années de forte progression (de 20 à 25 % en 2023, puis 29 % en 2024). Les transferts entre les Autres sont stables à 34-36 % du total.

Nous sommes donc en présence, depuis 2022, d'un schéma où les 3 *leaders* (pris dans leur ensemble) perdent des clients au profit des Autres tandis que les clients des Autres se tournent moins vers les *leaders* lorsqu'ils changent de bureaux d'enregistrement.

Même si les volumes impliqués restent modestes, ce phénomène contribue à l'érosion de la part de marché du « bloc » des 3 *leaders* et à la déconcentration du .FR.

Ce phénomène est peut-être ponctuel, et d'ailleurs provoqué par l'un des 3 *leaders* plus que par ses deux concurrents. Mais peut-être s'agit-il aussi d'un signal montrant que les *leaders* voient leurs offres menacées par des *challengers* plus agressifs commercialement, ou plus innovants en termes de services.

Le phénomène des flux de transferts met aussi en lumière les enjeux croissants liés aux réseaux de revendeurs, qui peuvent faire migrer de l'un à l'autre les portefeuilles de noms de domaine que leurs clients leur ont confié en gestion.

Les trois *leaders* restent puissants sur le marché du .FR, même si leur part de marché globale tend à s'effriter, dans le contexte de la déconcentration progressive du marché du .FR.

Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations .FR

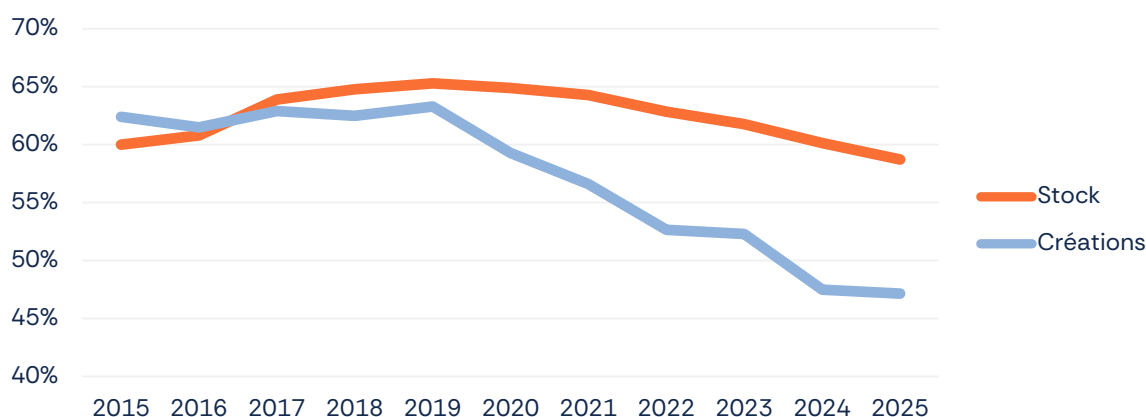


Figure 13 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations .FR (2015 – 2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 13)

La Figure 13 ci-dessus décrit l'évolution depuis 2013 des parts de marché des trois premiers acteurs, en stock et en créations. Elle montre que le phénomène de « déconcentration » (concentration des créations inférieure à celle du Stock) a commencé pour eux dès 2017, la concentration en stock continuant à progresser pour culminer en 2019 à 65,3 % avant de diminuer en 2020, ayant perdu, fin 2025, 6,6 points depuis le pic de 2019. C'est aussi en 2025 que la part de marché en stock des 3 *leaders* repasse sous les 60 %, niveau qu'elle n'avait pas atteint depuis 2015. Les créations pour leur part sont tombées durant la même période de 63,3 % à 47,2 %, soit - 16,1 points.

Cette évolution est très proche de celle que nous avons pu constater pour l'ensemble du .FR, montrant que cette dernière reste largement conditionnée par les performances des trois premiers bureaux d'enregistrement.

Ces données suggèrent que les grands *leaders* n'ont pas été ceux qui ont le plus profité des effets du COVID et de l'accélération de la transformation numérique. Le fort différentiel actuel entre créations (47,2 %) et stocks (58,7 %) met en lumière la perte de vitesse des trois *leaders* pris dans leur ensemble sur le segment de marché le plus concurrentiel, celui des créations (ceci étant à relativiser par la politique tarifaire de l'un d'entre eux). Bien que de taille significativement plus modeste, leurs « *challengers* » ont probablement su mettre au point des profils d'offres (prix, services) mieux adaptés aux conditions actuelles. À moyen – long terme, ces offres pèsent aussi sur les taux de maintenance et sur les flux de transferts, impactant la part de marché des trois *leaders* en stock.

Le poids des trois premiers bureaux d'enregistrement, 60 % du .FR à eux seuls, reste aujourd'hui considérable dans son activité, en regard du nombre de bureaux d'enregistrement actifs sur cette extension.

Mais leur part dans les créations inférieure à 50 % depuis deux ans est un signe fort, annonciateur d'une évolution en profondeur des facteurs clés de succès du marché des noms de domaine en France.

7. Répartition des .FR sur le territoire national

Le Tableau 5 montre qu'une nouvelle fois toutes les régions ont été en croissance à l'exception de l'Île-de-France.

Les régions Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Pays de la Loire, ont gagné du stock, mais leur croissance a été inférieure à celle du .FR au global. Les régions ayant « surperformé » le .FR sont la Nouvelle-Aquitaine, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Bretagne, le Centre-Val de Loire, la Corse, l'Occitanie, les Hauts-de-France, la Normandie et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les Territoires ultra-marins, qui avaient surperformé le .FR en 2024 du fait de phénomènes de créations inhabituels, sous-performent en 2025 du fait des suppressions portant sur ces mêmes créations.

Le phénomène de « rattrapage » connu par un certain nombre de régions à dominante rurale depuis la période Covid s’est poursuivi en 2025, l’Île-de-France présentant la situation paradoxale d’être à la fois la plus importante en parts de marché (27 %) et la plus faible en termes de croissance (- 0,2 %).

Région	2025	Var. 2025	Part de marché 2025	Var. (*)
Grand-Est	232	2,0 %	5 %	- 0,4
Nouvelle-Aquitaine	301	3,5 %	7 %	+ 0,3
Auvergne-Rhône-Alpes	511	2,5 %	12 %	+ 0,4
Bourgogne-Franche-Comté	107	1,9 %	3 %	- 0,1
Bretagne	152	2,9 %	4 %	+ 0,1
Centre-Val de Loire	99	2,6 %	2 %	- 0,1
Corse	14	6,0 %	0 %	0,0
Île-de-France	1 152	- 0,2 %	27 %	- 5,3
Occitanie	334	3,1 %	8 %	- 0,8
Hauts-de-France	210	3,2 %	5 %	- 0,4
Normandie	125	5,2 %	3 %	+ 0,2
Pays de la Loire	196	0,2 %	5 %	0,0
Provence-Alpes-Côte d’Azur	324	2,9 %	8 %	- 0,2
Ultra-marins	43	- 11,6 %	1 %	+ 0,1

Tableau 5: Répartition des .FR par région des titulaires en 2025

(*) Var. : variation en points de la part de marché de chaque région sur une longue période (2015-2025)

Les poids des différentes régions correspondent à l’existence de grands centres urbains et économiques : l’Auvergne-Rhône-Alpes vient en 2^e position avec 12 %,

la Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Occitanie en 3^e avec 8 % chacune, la Nouvelle-Aquitaine en 5^e avec 7 %, etc. Les régions rurales sont plus en retrait, même si certaines d'entre elles sont aussi les plus fortes en termes de croissance.

Les chiffres variant peu d'une année sur l'autre, il semble plus pertinent d'observer la tendance sur une longue durée. Entre 2015 et 2025, la région qui a le plus perdu de « poids » est l'Île-de-France (- 5,3 points) même si elle reste de loin la plus forte en termes de parts de marché. L'Auvergne-Rhône-Alpes, la Nouvelle-Aquitaine, la Normandie, la Bretagne et les ultra-marins sont en gains de parts de marché, même si ceux-ci restent limités.

Une partie de la croissance du .FR a aussi été obtenue grâce aux titulaires situés à l'étranger.

8. Titulaires étrangers

L'ouverture du .FR à l'Europe a eu lieu en 2011, avec un impact limité sur la dynamique de croissance du .FR. Le pourcentage de .FR déposés par des étrangers (en stock) n'a pourtant pas cessé d'augmenter ensuite, passant de 4,9 % en 2013 à 11,9 % en 2025. Cette progression n'a connu qu'une seule année en négatif, 2018.

En créations, la part des noms déposés par des titulaires situés à l'étranger a été de 15,7 % en 2025 contre 14,9 % en 2024 et 13,9 % en 2023. Elle s'apprécie donc régulièrement, mais sans à-coups notables.

La croissance (en stock) du nombre de noms déposés par des étrangers en 2025 a été supérieure à celle du .FR dans son ensemble : + 7,7 % contre + 2,4 %.

Ces données montrent l'attractivité du .FR notamment pour les entreprises étrangères souhaitant commercialiser leurs produits et services sur le marché français.

Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

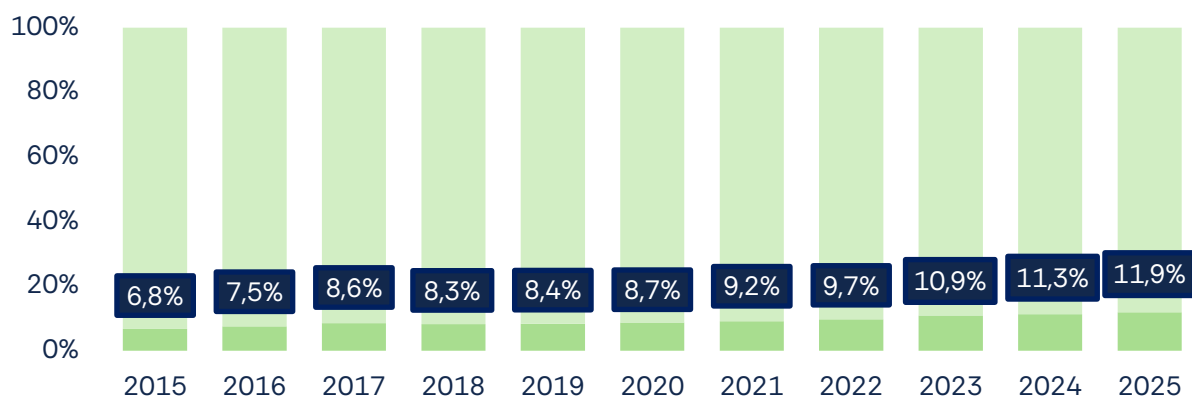


Figure 14 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers (2015–2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 14)

Les titulaires étrangers sont toujours principalement situés aux Pays-Bas, qui se placent à la 1^{ère} place depuis 2022 (163 000 noms contre 156 000 en 2024), en Allemagne (stable à 85 000 noms), en Suisse (62 000 noms contre 53 000), en Belgique (43 000 noms contre 42 000), en Espagne (27 000 noms contre 23 000). La forte progression observée aux Pays-Bas depuis plusieurs années pourrait être la conséquence d'activités soutenues de *domaining* chez les acteurs de ce pays, au travers de bureaux d'enregistrement spécialisés.

9. DNSSEC

La proportion de .FR signés au moyen de DNSSEC est passée de 3,8 % en 2013 à 21,6 % en 2025, soit une multiplication par 9 en volume, de 103 000 noms à 932 000 noms.

Ceci est dû à une politique volontariste de certains grands bureaux d'enregistrement qui ont adopté des procédures visant par exemple à signer en DNSSEC (*Domain Name System Security Extensions*) les nouveaux noms déposés.

Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

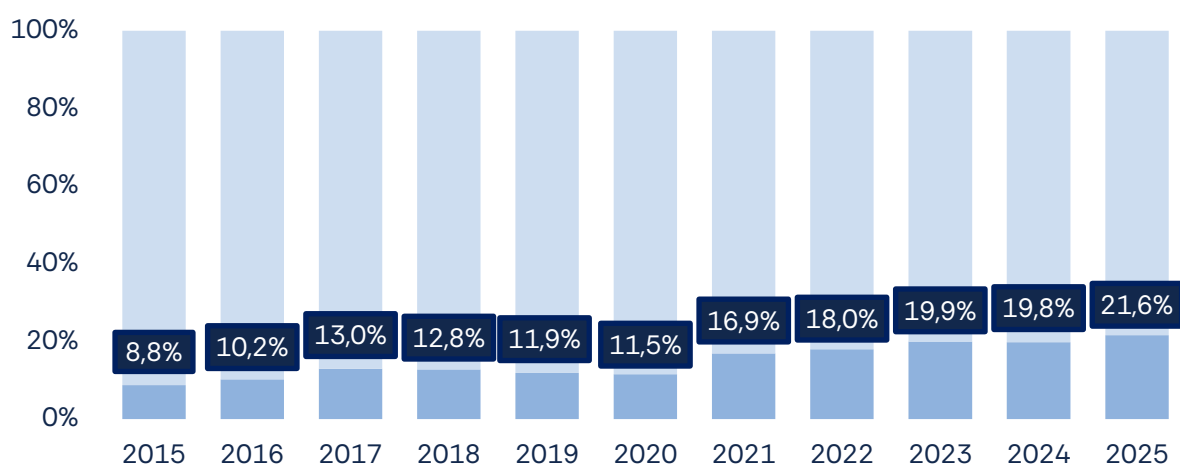


Figure 15 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC (2015–2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 15)

Un premier « bond » a été observé en 2021, le second étant constaté en 2023, avec un palier dans la croissance en 2024 et une nouvelle accélération en 2025.

Bien que cette évolution soit très encourageante, ce taux reste encore assez modeste en regard de ceux d'autres extensions européennes.

L'apparition en 2020 d'un nouveau type d'attaque baptisé SAD permettant d'empoisonner la mémoire d'un résolveur DNS (c'est-à-dire de lui faire accepter des réponses mensongères, qu'il distribuera ensuite à ses clients) est venue renforcer l'actualité de DNSSEC, seule solution fiable contre l'attaque SAD. C'est vraisemblablement à ce contexte que l'on peut attribuer la progression plus soutenue notée depuis 2021.

10. Noms en caractères accentués sous .FR

La proportion de noms en .FR au format IDN (*Internationalized Domain Name*), c'est-à-dire contenant notamment des caractères accentués, reste faible avec ses 0,8 %.

Elle a suivi une très légère pente ascendante en 2019 – 2023 après une période de baisse (2013 – 2018). En 2024, elle a de nouveau connu une légère baisse, progressant à nouveau, mais symboliquement, en 2025.

Il faut mettre cette évolution en regard de la variation du stock : le nombre de noms « IDN » sous .FR a crû de 3,0 % en 2025 pour s'établir à 32 584, soit plus que les 2,4 % du stock.

Ces chiffres restent anecdotiques à l'échelle du .FR, recouvrant sans doute un grand nombre de noms défensifs (marques contenant des caractères accentués) et quelques noms spéculatifs (noms communs contenant des caractères accentués). L'absence d'usages probants explique la faiblesse du pourcentage et le cercle parfois vertueux, parfois vicieux qui lie étroitement les flux de noms de domaine et l'usage qui en est fait.

Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

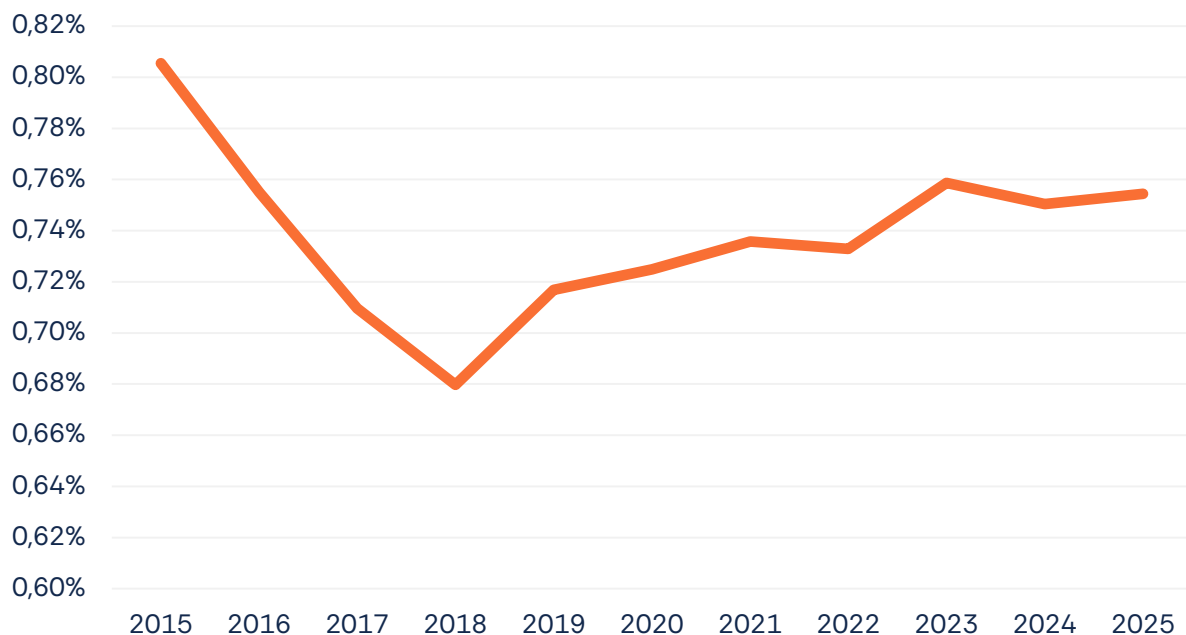


Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN (2015-2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 16)

11. Dépôts en mode multi-années

Les dépôts et renouvellements de .FR pour des durées supérieures à 1 an (et pouvant aller jusqu'à 10 ans) sont possibles depuis le 30 mars 2015. Mais bien que cette possibilité existe depuis bientôt dix ans, la proportion (en stock) de .FR enregistrés ou renouvelés pour des durées supérieures à 1 an reste marginale.

L'enregistrement multi-années a connu une progression notable depuis 2023, repassant d'abord au-dessus des 7 % (2023) pour atteindre les 9 % (2024) et viser les 11 % (2025).

Il y avait 463 521 .FR déposés pour deux ans ou plus au 1^{er} janvier 2026, soit une augmentation de 22 % en pourcentage et de 1,7 point en pourcentage du total des .FR.

Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

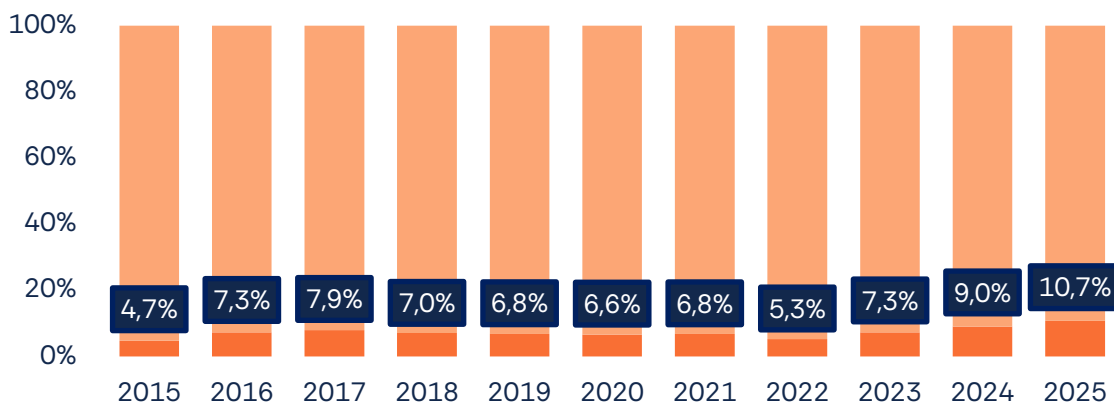


Figure 17 : Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années (2015-2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 17)

En stock (Figure 18), la structure des échéances (de 2 ans à 10 ans) montre qu'à la fin 2025 la majorité des multi-années restent à une échéance de 2 ans (57 % contre 62 % fin 2024 et 68 % fin 2023), les autres échéances allant décroissant. L'échéance de 3 ans est passée de 16 % des noms multi-années en 2023 à 29 % fin 2025. Les autres échéances sont relativement négligeables, mais stables. À elles toutes, elles représentaient 15 % des multi-années fin 2024 et 14 % fin 2025.

Stock de .FR multi-années ventilé par échéances

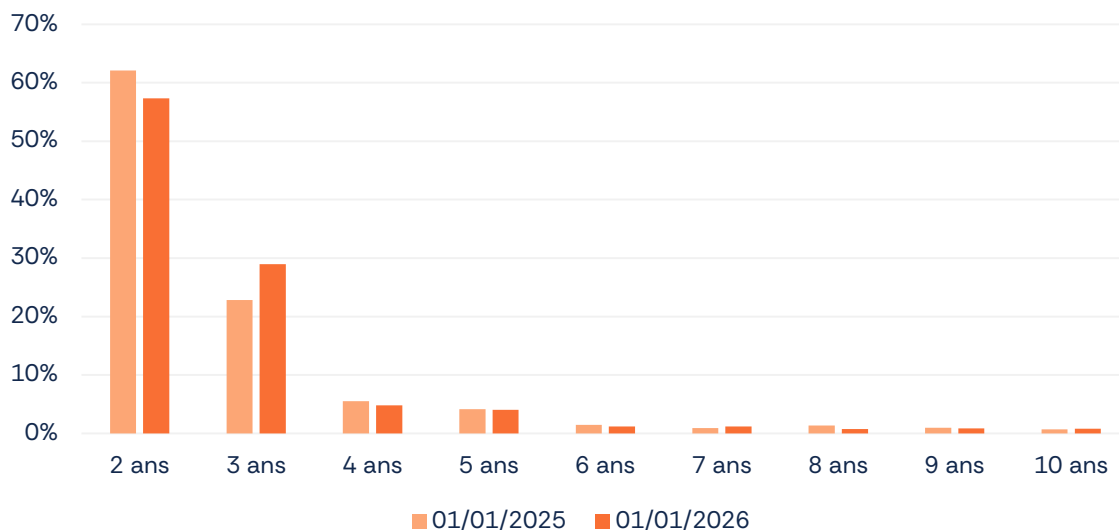


Figure 18 : Stock de .FR multi-années ventilé par échéances

(Tableau des chiffres de la Figure 18)

Si nous nous focalisons sur les créations, nous voyons (Figure 19) que la part des noms créés en mode multi-années a littéralement explosé, de 3 % en 2023 à 14 % en 2025. Ceci explique bien sûr la variation conséquente observée ci-dessus en stock.

Proportion de créations de .FR réalisées en mode multi-années

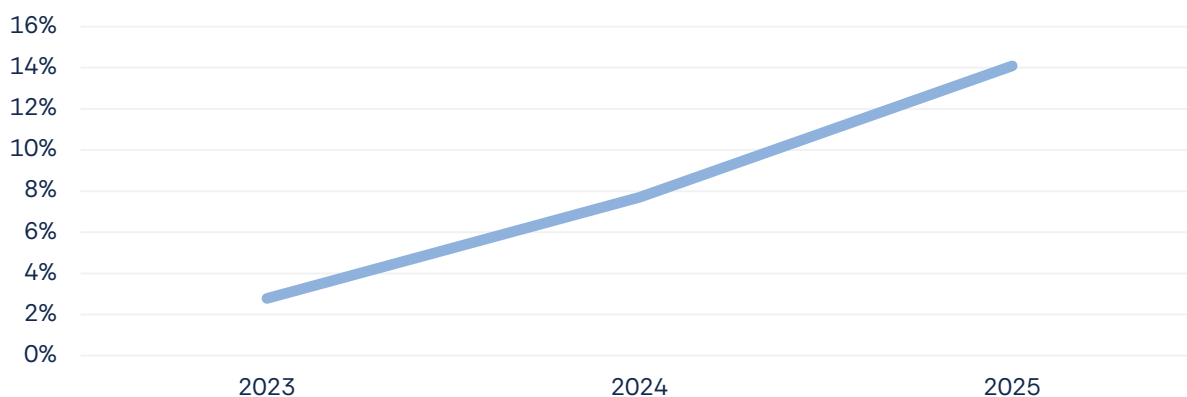


Figure 19 : Pourcentage de créations de .FR réalisées en multi-années

(Tableau des chiffres de la Figure 19)

La Figure 20 met en évidence le fait que l'échéance privilégiée est celle des 3 ans.

Les autres horizons (2 ans, 4 ans et plus) ne sont qu'en progression symbolique.

Cet horizon de 3 ans n'est pas un hasard : il correspond à celui qui a été mis en avant dans les offres packagées multi-années de certains grands bureaux d'enregistrement depuis la fin 2024.

Parts des créations de .FR en multi-années au global par échéances

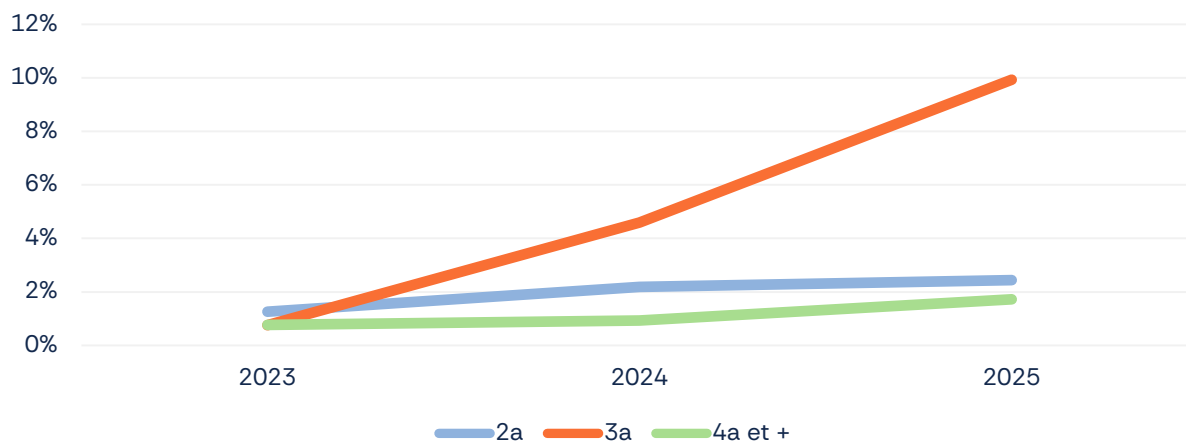


Figure 20 : Ventilation des créations en multi-années au global, par échéances (2023-2025)

(Tableau des chiffres de la Figure 20)

Les années 2024 et 2025 ont donc été une période d'innovation dans les offres commerciales. La tendance au déclin de la part des multi-années dans le stock observée entre 2017 et 2022 pouvait en effet s'expliquer par la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par plusieurs grands bureaux d'enregistrement, qui rendait moins intéressant le dispositif multi-années.

L'innovation a consisté, sans éliminer la possibilité d'opter pour des renouvellements automatiques, à présenter des offres attrayantes au point de vue financier, sous réserve « d'engagement » des clients sur plusieurs années, ce qui se traduit techniquement par des enregistrements multi-années.

La question qui se posera à partir de la fin 2027 sera celle du taux de maintenance effectif des noms enregistrés dans le cadre de ces offres. Les

titulaires les détenant depuis 3 ans auront-ils eu tendance à les utiliser plus qu'ils ne le font de noms déposés pour 1 an ? Ou bien l'opération sera-t-elle « blanche » du point de vue du taux de maintenance, avec une proportion d'abandons identique, seulement décalée dans le temps ?

12. Le .FR et la création d'entreprises

Les créations de .FR sont opérées :

- par des entreprises existant depuis un certain temps, dans le cadre de leur activité ;
- par des entreprises en création ;
- par des porteurs de projets déposant leurs noms de domaine à titre personnel en l'absence de structure juridique ;
- par des personnes physiques ayant des besoins d'ordre professionnel ou privé induisant le dépôt de .FR.

On ne peut donc s'attendre à une situation où les créations de .FR seraient entièrement dues aux créations d'entreprises, d'autant plus que les entreprises établies ou en création ne déposent pas uniquement des .FR.

Cependant il nous a paru intéressant de comparer les évolutions des créations de .FR et d'entreprises, sur la base des données fournies par l'INSEE.

La Figure 21 ci-dessous montre qu'il existe un lien entre la dynamique du .FR et la création d'entreprises, notamment la création d'entreprises individuelles (E. I.) plutôt que d'entreprises « sous forme sociétaire ».

Évolution des créations de .FR et d'entreprises

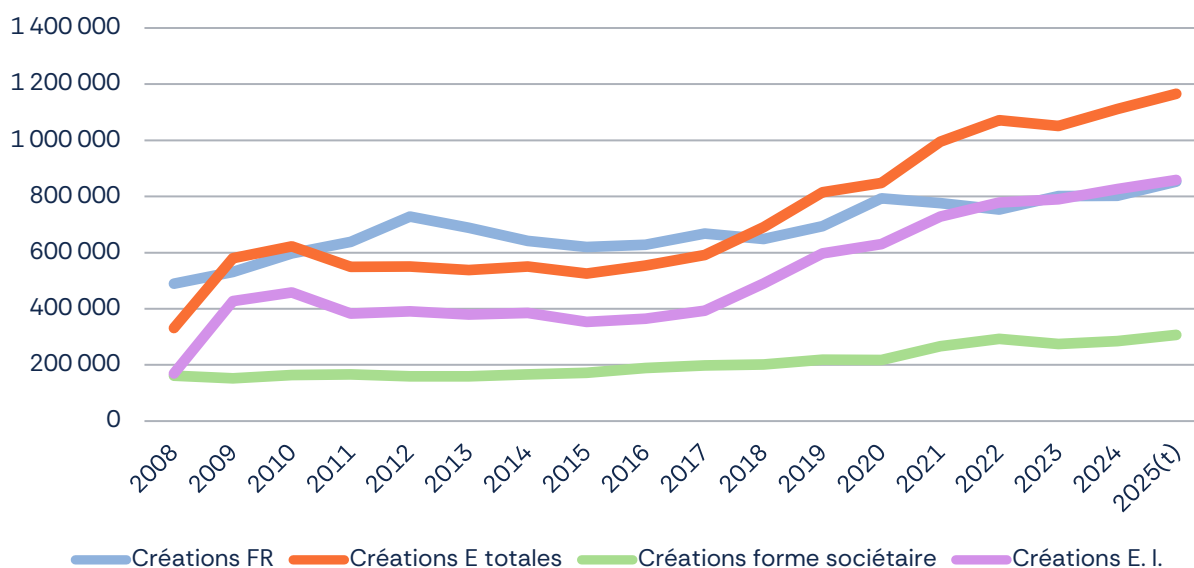


Figure 21 : Créations de .FR et d'entreprises

(Tableau des chiffres de la Figure 21)

Ce lien est particulièrement visible sur la période 2013–2017, où les chiffres annuels étaient assez stables, comme en 2019–2020 où les créations ont évolué à la hausse. Le .FR semble avoir un peu moins profité des créations d'entreprises en 2021 et 2022, peut-être parce que les entreprises nouvellement créées durant ces années-là se sont moins immédiatement dotées d'une présence internet qu'en 2020.

En 2025, l'évolution des créations du .FR est en ligne avec celles des différentes formes de sociétés identifiées par l'INSEE.

Compte-tenu de la multiplicité des paramètres entrant en ligne de compte, il est difficile de donner des explications définitives de ces variations. La tendance constatée en 2020 – 2021 incite toutefois à penser que les entreprises en création ont eu, plus que les années précédentes, le réflexe d'adopter une présence numérique, ce qui s'est relativement moins produit en 2022 – 2025.

Malgré ce constat, **la forte dynamique de créations d'entreprises reste très certainement l'un des principaux facteurs explicatifs du volume des créations de .FR en 2023 - 2025**, avec le renchérissement du .COM qui accentue la préférence pour le .FR.

L'évolution des défaillances d'entreprises mérite aussi d'être étudiée puisqu'elle constitue un facteur pouvant influencer sur le niveau des suppressions de .FR.

Le décrochement visible de 2020 / 2021 est vraisemblablement attribuable aux aides gouvernementales qui ont protégé les entreprises de défaillances liées à la crise sanitaire tout en permettant la survie de certaines qui auraient dû faire faillite dans des conditions normales.

Le volume d'entreprises concernées peut être visuellement estimé à environ 20 000 en 2020 comme en 2021. Il s'est donc formé à l'époque un « gisement » d'entreprises fragiles susceptibles de périr une fois les aides gouvernementales supprimées.

En 2022 le nombre de défaillances a augmenté de manière très significative (+ 50 %) mais il est resté encore inférieur d'environ 4 000 au chiffre qu'il aurait dû atteindre si l'on prolonge la tendance pré-Covid. En 2023 - 2024, ce « rattrapage » s'est poursuivi avec une augmentation de 38 % du nombre de défaillances en 2023, de 12 % en 2024 et de 1 % en 2025 (projections 2025

réalisées à partir des données INSEE disponibles à fin août). Il excède encore de 27 000 le nombre de suppressions qui auraient dû se produire toutes choses égales par ailleurs depuis 2019.

Total des défaillances d'entreprises en France

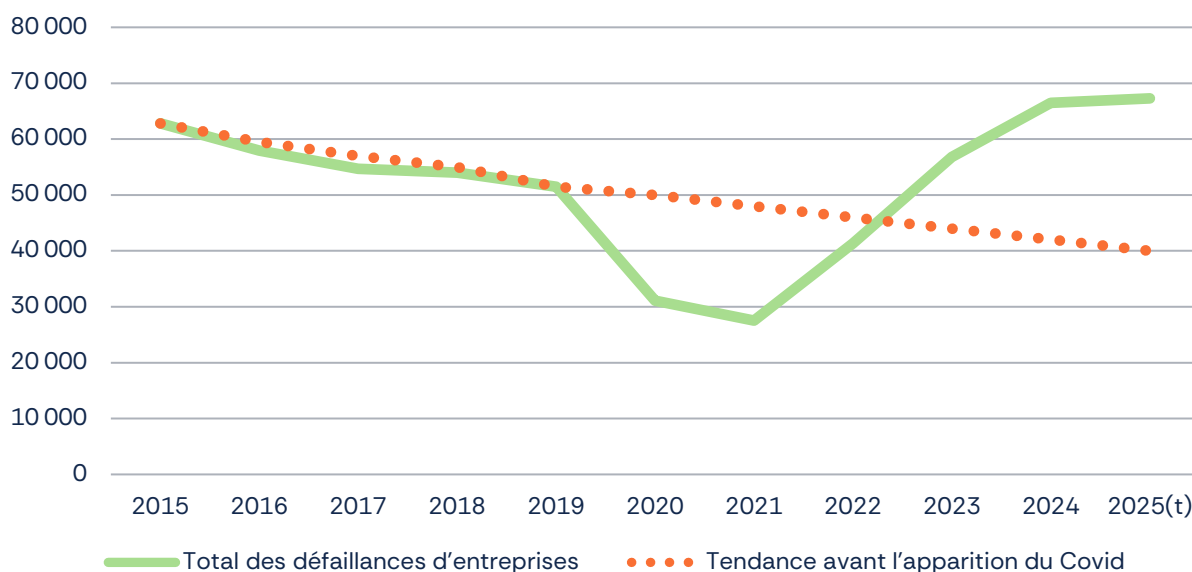


Figure 22 : Total des défaillances d'entreprises

Source : INSEE. Dernière mise à jour du 17/10/25 allant jusqu'à août 2025.

Le chiffre 2025 est une projection en fonction des poids historiques de chaque mois entre 2015 et 2024.

(Tableau des chiffres de la Figure 22)

Le « gisement » d'entreprises fragiles que nous estimions à environ 40 000 est donc épuisé (« dépassements » de 13 000 en 2023, 25 000 en 2024 et 27 000 en 2024, soit un dépassement total de 65 000). Sur ces 65 000, 25 000 ne seraient pas dues à un « retour à la normale » mais bien aux conditions économiques actuelles.

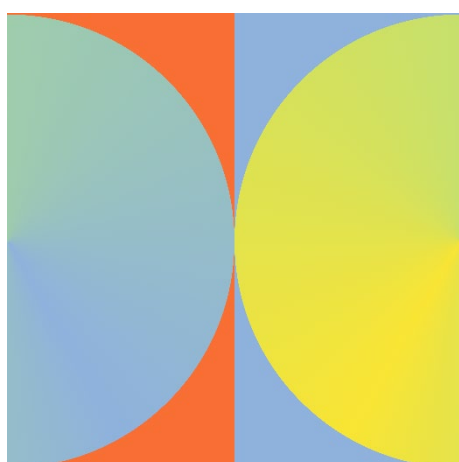
La stabilisation perceptible en 2025 est-elle annonciatrice d'un changement de tendance ou seulement une « pause » dans la dynamique des défaillances d'entreprises ?

13. Perspectives 2026

du .FR

L'année 2025 a vu les créations de .FR croître de 6,3 % pour atteindre le niveau exceptionnel de 853 000 noms de domaine.

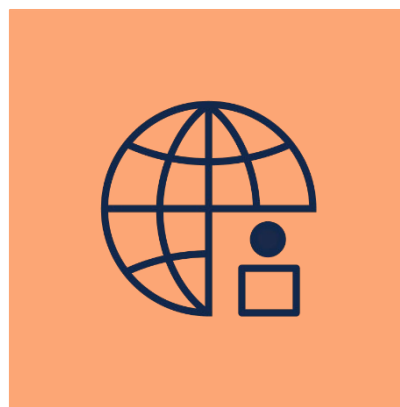
Nous avons vu que ces performances s'inscrivent dans une pérennisation de la transformation numérique des TPE – PME, mais elle est aussi due à des bureaux d'enregistrement ayant dynamisé le marché du .FR par leurs actions marketing et commerciales.



Ces deux éléments auront, toutes choses égales par ailleurs, des conséquences opposées sur le taux de maintenance. Les créations opérées pour répondre à des besoins « réels » joueront en faveur d'une amélioration du taux de maintenance ; *a contrario*, des noms « opportunistes » déposés dans le cadre d'opérations commerciales ne visant pas une pérennité assise sur des usages accroîtront la volatilité et pèseront à la baisse sur le taux de maintenance. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Afnic veille,

dans les opérations commerciales qu'elle organise avec ses bureaux d'enregistrement, à ce que ces opérations visent une pérennité des noms assise sur les usages. La question reste de savoir si cette dynamique très soutenue pourra être conservée en 2026 : nos hypothèses tendent vers un retour aux niveaux déjà élevés de 2023 et 2024.

La tendance à l'augmentation des suppressions, renforcée par les volumes élevés de créations, devrait en principe se faire sentir sur la variation de stock globale du .FR. Elle sera toutefois atténuée par la proportion grandissante de noms déposés en multi-années, ceci au moins jusqu'en 2027 / 2028. On peut donc supposer que le taux de maintenance, qui se dégradait ces dernières années, connaîtra une stabilisation et même une légère amélioration en 2026, pour se situer dans la fourchette 82,5 % - 83 %.



Autre acteur déterminant du marché français, le .COM est un facteur d'incertitude en 2026. Il a bénéficié en 2024-2025 de l'impact positif de créations stimulées par des campagnes promotionnelles de Verisign. Mais ces créations vont arriver à échéance à partir du début 2026. Cette année pourrait donc être celle de la consolidation de la dynamique du .COM, mais aussi celle de son affaissement sous le poids des suppressions, dans un contexte où les

hausse de tarifs restent un moyen privilégié par Verisign pour maintenir son chiffre d'affaires et sa marge nette.

Le .FR risque donc d'être impacté par la tenue de son grand concurrent. Si celui-ci jouit de bons taux de maintenance, les parts de marché risquent de rester stables ou même d'évoluer défavorablement pour le .FR, Verisign poursuivant ses actions promotionnelles. Si au contraire les suppressions sont très fortes, le.COM perdra à nouveau du terrain et le .FR en gagnera d'autant, dopé par un taux de maintenance en amélioration.

Nous devons aussi mentionner pour mémoire un événement qui se produira en 2026, l'appel à candidature pour le 2^e « Round » de l'ICANN pour la création de nouvelles extensions internet, notamment des .MARQUE. Cet événement n'aura vraisemblablement aucun impact sur le marché en 2026, et un impact limité en 2027, à mesure que seront créées les nouvelles extensions.

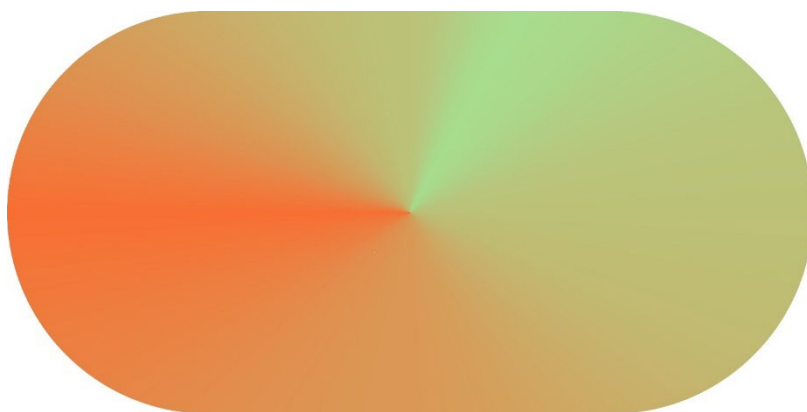
Au rang des facteurs pouvant impacter négativement le marché des noms de domaine, peut être cité l'usage de plus en plus prégnant des outils reposant sur l'intelligence artificielle, tels les « agrégateurs IA ». Ceux-ci posent un double problème pour les noms de domaine. D'une part, ils « évitent » aux utilisateurs d'aller sur les sites internet en leur apportant une information pré-digérée (ce qui peut avoir de l'intérêt par ailleurs). D'autre part et en corollaire, ils réduisent d'autant les visites sur lesdits sites web, questionnant l'intérêt (économique ou autre) des éditeurs de contenus à poursuivre leur activité. Si une solution équilibrée n'est pas trouvée, ce schéma pourrait à terme limiter la valeur ajoutée des sites web et peser sur les créations comme sur les renouvellements (toutes extensions confondues).

Enfin, signalons les évolutions des politiques de Google : la mise en place de son nouveau système RSOC (*Related Search for Content*) et la disparition d'*AdSense for Domains* modifient en profondeur l'économie du segment du « *domaining* » par valorisation du trafic. Là aussi, les conséquences peuvent être négatives pour la dynamique du marché des noms de domaine dans son ensemble, bien que les ccTLD soient probablement moins exposés à de mauvaises surprises que certaines extensions génériques s'étant construites grâce à cette activité.

Face à ces défis et à ces éléments d'incertitude, la croissance du .FR en 2026 devrait être située entre 1 % et 2 %, de plus en plus alignée avec celles des autres ccTLD européens.

Les efforts continus de l'Afnic en direction des TPE/PME, avec les initiatives « Réussir avec le web » et « Je passe au numérique », font partie des réponses possibles aux incertitudes en gravant durablement le « réflexe .FR » dans les bonnes pratiques et dans les usages.

Plus que jamais, l'Afnic est un acteur important du développement de l'internet en France et un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics comme pour les structures privées, au premier rang desquelles les TPE/PME.



Annexe : Données sources des graphiques

Figure 1 : Évolution des croissances annuelles (2011-2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Croissance FR	3,2%	2,2%	5,2%	4,4%	3,7%	7,0%	5,8%	2,9%	3,4%	2,0%	2,4%
Croissance marché français	5,3%	2,6%	3,2%	2,1%	2,0%	6,1%	3,6%	1,3%	1,1%	1,6%	2,6%
Croissance zone UE (hors UK)	3,0%	1,9%	2,9%	0,0%	0,7%	3,4%	2,9%	1,6%	1,6%	0,4%	0,7%
Croissance marché global	9,2%	10,6%	0,8%	4,0%	4,6%	-0,2%	0,5%	1,9%	1,8%	3,1%	5,0%

[\(Retour au graphique 1\)](#)

Figure 2 : Évolution des parts de marché en France (2013 – 2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FR	35,7%	35,7%	36,4%	37,2%	37,7%	38,0%	38,8%	39,4%	40,3%	40,4%	40,4%
COM	43,2%	43,3%	43,4%	44,6%	45,2%	44,5%	45,1%	44,5%	43,8%	43,5%	44,1%
Autres Legacy	14,9%	14,0%	13,0%	12,1%	11,3%	11,0%	10,7%	10,4%	10,1%	9,9%	10,2%
Autres ccTLD	4,2%	4,1%	4,0%	3,7%	3,5%	3,3%	3,1%	3,0%	3,0%	2,9%	3,0%
nTLD	2,1%	3,0%	3,3%	2,4%	2,3%	3,3%	2,4%	2,7%	2,8%	3,2%	2,4%

(Retour au graphique 2)

Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR (2015 – 2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Créations	614	627	667	648	694	793	776	753	801		852
	259	626	948	563	063	441	514	412	427	802 202	936
Suppressions	523	562	511	509	570	551	564	639	683		750
	261	471	386	602	408	994	245	367	867	719 090	392
Solde net	90 998	65 155	156	138	123	241	212	114	117		102
			562	961	655	447	269	045	560	83 112	544
Renouvellem ents	2 330	2 381	2 498	2 656	2 734	2 876	3 106	3 243	3 332	3 414 5	3 4663
	126	914	141	503	888	957	127	035	395	30	94

(Retour au graphique 3)

Figure 4 : Formation du solde net du .FR (2015 – 2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Solde net	90 998	65 155	156 562	138 977	123 885	241 447	212 269	114 045	137 587	83112	10254 4
Variation des renouvellements	118 043	51 788	116 227	158 362	78 385	142 069	229 170	136 908	89 360	82135	51864
Variation des créations	-27 045	13 367	40 322	-19 385	45 500	99 378	-16 927	-23 102	48 015	775	50734

[\(Retour au graphique 4\)](#)

Figure 5 : Variation du Taux de Création du .FR (2015-2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de création	20,9%	20,9%	21,1%	19,6%	20,2%	21,6%	20,0%	18,9%	19,4%	19 %	19,8 %

[\(Retour au graphique 5\)](#)

Figure 7 : Variation du Taux de Maintenance

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de maintenance	81,7%	80,9%	83,0%	83,9%	82,7%	83,9%	84,6%	83,5%	83,4%	82,6 %	82,2 %

[\(Retour au graphique 7\)](#)

Figure 8 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2025

	10 ans et +	9 ans	8 ans	7 ans	6 ans	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an	0 an
31/12/25	25%	3%	4%	4%	5%	6%	7%	7%	9%	12%	19%

[\(Retour au graphique 8\)](#)

Figure 9 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2025

	10 ans et +	9 ans	8 ans	7 ans	6 ans	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an
Taux de maintenance 2025	92%	90%	89%	88%	87%	85%	85%	81%	78%	66%

[\(Retour au graphique 9\)](#)

Figure 11 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE (2015 – 2025)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
HHI - stocks	11,39	12,27	13,47	14,93	15,11	15,63	16,02	16,99	18,19	18,92	19,13	19,00	18,30	18,05	17,57	17,45
HHI - Créations		16,27	17,84	19,84	17,91	18,4	17,15	17,9	17,58	18,07	17,38	16,01	13,57	13,94	12,24	12,66

[\(Retour au graphique 11\)](#)

Figure 12 : Pourcentage de noms transférés entre bureaux d'enregistrement (2015 – 2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Nombre de .FR au 1er janvier	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488	39962 45	41338 32	4 216 786	4 319 120
Nombre de .FR transférés d'un BE à un autre	57 776	68 201	65 996	71 648	77 389	113 675	84 167	73 421	90 347	99094	102 99 2	
%	2,0%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%	3,3%	2,3%	1,9%	2,3%	2,4 %	2,4%	

[\(Retour au graphique 12\)](#)

Figure 13 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations (2015 – 2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	
Stock	60,00%	60,80%	63,90%	64,80%	65,3%	64,9%	64,3%	62,9%	61,8%	60,2%	58,7%	-6,6%
Créations	62,40%	61,50%	62,90%	62,50%	63,3%	59,3%	56,6%	52,7%	52,3%	47,5%	47,2%	-16,1%

[\(Retour au graphique 13\)](#)

Figure 14 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers (2015-2025)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
%	6,8%	7,5%	8,6%	8,3%	8,4%	8,7%	9,2%	9,7%	10,9%	11,3 %	11,9%
% français	93%	92%	91%	92%	92%	91%	91%	90%	89%	89 %	88%
Nombre de Noms déposés par des étrangers	199 480	226 738	270 758	272 861	286 656	318 798	355 256	388 914	449 496	47711 1	51384 6
Nombre de .FR	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488	3 996 245	4 133 832	42167 86	43191 20
Dont UE (hors UK 2021-)	191 886	219 558	263 394	265 523	278 496	310 656	323 803	362 489	429 471	46057 3	49919 6
% UE / Etrangers	96,2%	96,8%	97,3%	97,3%	97,2%	97,4%	91,1%	93,2%	95,5%	96,5 %	97,1%
Variation nb de noms déposés par des étrangers	23,4%	13,7%	19,4%	0,8%	5,1%	11,2%	11,4%	9,5%	15,6%	6,1 %	7,7%

[\(Retour au graphique 14\)](#)

Figure 15 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
%	9%	10%	13%	12,8%	11,9%	11,5%	16,9%	18,0%	19,9%	19,8 %	21,6%
% non DNSSEC	91%	90%	87%	87%	88%	88%	83%	82%	80%	80 %	78%
Nombre de Noms signés en DNSSEC	258 321	308 459	410 651	423 625	408 871	422 621	656 054	718 232	823 867	835 2 54	931 9 96
Nombre de .FR	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832	4 216 786	4 319 120

[\(Retour au graphique 15\)](#)

Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,8%	0,8 %	0,8%
Nombre de Noms en caractères IDN	23 717	22 724	22 467	22 467	24 580	26 605	28 568	29 286	31 364	31646	32 58 4
Nombre de .FR	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832	42167 86	4 319 120
Variation	-4,7%	-4,2%	-1,1%	0,0%	9,4%	8,2%	7,4%	2,5%	7,1%	0,9 %	3,0%

[\(Retour au graphique 16\)](#)

Figure 17 : Pourcentage de .FR enregistrés au format multi-années

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
%	4,7%	7,3%	7,9%	7,0%	6,8%	6,6%	6,8%	5,3%	7,3%	9,0 %	10,7%
% pas MA	95%	93%	92%	93%	93%	93%	93%	95%	93%	91 %	89%
Nombre de Noms enregistrés en multi-années	139 278	220 137	251 225	232 967	233 929	242 761	263 722	211 906	299 848	38151 4	463 5 21
Nombre de .FR	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 672 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832	42167 86	4 319 120
Variation	-	58,1%	14,1%	-7,3%	0,4%	3,8%	8,6%	- 19,6%	- 41,5%	27,2 %	21,5%

[\(Retour au graphique 17\)](#)

Figure 18 : Stock de .FR multi-années ventilés par échéances

	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
01/01/2025	212 978	78 301	18 969	14 242	5 064	3 067	4 682	3 364	2 381
01/01/2025	62%	23%	6%	4%	1%	1%	1%	1%	1%
01/01/2026	265 806	134 274	22 300	18 705	5 584	5 569	3 462	4 113	3 708
01/01/2026	57%	29%	5%	4%	1%	1%	1%	1%	1%

[\(Retour au graphique 18\)](#)

Figure 19 : Pourcentage de créations de .FR réalisées en multi-années

	2023	2024	2025
FR	3%	8%	14%

[\(Retour au graphique 19\)](#)

Figure 20 : Ventilation des créations en multi-années au global, par échéances

	2023	2024	2025
2 ans	1%	2%	2%
3 ans	1%	5%	10%
4 ans et plus	1%	1%	2%

[\(Retour au graphique 20\)](#)

Figure 21 : Créations de .FR et d'entreprises

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Créations FR	489 374	531 449	597 725	638 095	728 807	688 302	641 346	619 659	627 626	667 948	648 563	694 063	793 441	776 514	753 412	801 427	802 202	852 936
Créations E totales	331 439	580 193	622 039	549 805	549 975	538 185	550 794	525 091	554 031	591 267	691 283	815 257	848 164	995 519	071 881	064 725	638 1	569 4
Créations forme sociétaire	161 808	152 303	163 659	166 674	159 529	158 875	165 764	171 998	188 843	197 899	201 087	218 426	218 054	267 075	293 384	274 957	289 132	306 962
Créations E. I.	169 631	427 890	458 380	383 131	390 446	379 310	385 030	353 093	365 188	393 368	490 196	596 831	630 110	728 444	778 497	789 768	837 248	858 732

[\(Retour au graphique 21\)](#)

Figure 22 : Total des défaillances d'entreprises (source INSEE)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (t)	2025
Total des défaillances d'entreprises	62 806	57 959	54 687	54 012	51 502	31 068	27 526	41 316	53 179	63614	6728 2
Tendance avant l'apparition du Covid-19	62 806	59 500	57 000	55 000	51 500	50 000	48 000	46 000	42 000	40000	4000 0
Ecart / tendance pré-Covid	0	-1 541	-2 313	-988	2	-18 932	-20 474	-4 684	11 179	23614	2728 2
Var. défaillances	-	-8%	-6%	-1%	-5%	-40%	-11%	50%	29%	12 %	1%

(Retour au graphique 22)

● RENSEIGNEMENTS

afnic

Tél. : +33(0)1 39 30 83 00

www.afnic.fr



support@afnic.fr



[Consultez notre observatoire](#)

À PROPOS DE L'AFNIC

L'Afnic est le registre des noms de domaine .fr (France), .re (Île de la Réunion), .yt (Mayotte), .wf (Wallis et Futuna), .tf (Terres Australes et Antarctiques), .pm (Saint-Pierre et Miquelon). L'Afnic se positionne également comme fournisseurs de solutions techniques et de services de registre. L'Afnic - Association Française pour le Nommage Internet en Coopération - est composée d'acteurs publics et privé : représentants des pouvoirs publics, utilisateurs et prestataires de services internet (bureaux d'enregistrement). Elle est à but non lucratif.